



Haiti Protection Cluster

Groupe de travail Logement-Foncier-Propriété

Procédures opérationnelles standardisées pour une réponse coordonnée aux expulsions forcées

Version du 7 septembre 2011

Ce document a été préparé par le Groupe de travail Logement-Foncier-Propriété.
Pour des informations supplémentaires, veuillez contacter : HLP@onuhabitat.org

TABLE DES MATIERES

LISTE DES ACRONYMES ET GLOSSAIRE	3
1. INTRODUCTION	4
1.1 Contexte	4
1.2 Objectifs	5
1.3 Comment utiliser les Procédures Opérationnelles Standardisées	5
2. DEFINITIONS ET PRINCIPES	6
3. LES IMPLICATIONS LEGALES DES EXPULSIONS FORCEES	8
4. LES COMPOSANTES D'UNE REPOSE COORDONNEE AUX EXPULSIONS FORCEES – ROLES ET RESPONSABILITES	12
4.1. Vérification	12
4.2. Information du Groupe Sectoriel CCCM et gestion de l'information	13
4.3. Première rencontre avec le propriétaire foncier	13
4.4. Développement d'un plan d'action	14
4.5. Communication avec les PDI	14
4.6. Négociation-Médiation	15
4.7. Etablissement de l'assistance requise	15
4.8. Développement d'une stratégie de plaidoyer	16
4.9. Enregistrement des PDI	16
4.10. Monitoring de l'expulsion forcée et suivi post-expulsion des personnes expulsées	17
4.11. La mise en œuvre des POS – l'importance de coordination et de cohérence par tous les partenaires	18
ANNEXES	20
1. Garanties procédurales en cas d'expulsion forcée : critères, premières étapes et évaluation des priorités	21
2. Mesures de protection et principes à prendre en considération dans le cadre d'un processus d'expulsion	24
3. Informations sur aspects légaux des expulsions forcées en Haïti	31
4. Expulsion forcée - Formulaire de rapport d'incident	40
5. Bonnes pratiques pour une négociation efficace	42
6. Arguments socio-juridiques et techniques en appui à la médiation	49
7. Messages de plaidoyer contre les expulsions forcées	53
8. 8a) Questionnaire d'Enregistrement Phase II (créole)	56
8b) Questionnaire d'Enregistrement Phase II (anglais)	59
9. Catégories de personnes déplacées internes « vulnérables »	62
10. Modèle de formulaire de suivi de la situation des personnes déplacées suite à une Expulsion	63
11. Constatation officielle de site vide	68

ACRONYMES ET GLOSSAIRE

AGC.....	Agence de Gestion de Camp
CCCM.....	Groupe Sectoriel Camp Coordination and Camp Management
CMFP.....	Camp Management Focal Point
CMO.....	Officier de gestion de camp (Camp Management Officer) d'OIM – un groupe d'à peu près 20 CMO, déployés par Commune à Port-au-Prince et dans les autres régions affectées par le tremblement de terre, fournissent une assistance de dernier recours dans les camps où n'intervient aucune agence de gestion de camp.
CIRH.....	Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti
DPC.....	Direction de la Protection Civile
Gestionnaires de camp de la DPC	Un groupe de 52 volontaires formés par OIM dans la gestion de camp qui rendent des comptes à la DPC centrale et aux CMO responsables de leur communes ou régions.
Groupe de travail LFP.....	Groupe de travail Logement-Foncier-Propriété
IASC.....	Inter-Agency Standing Committee : l'IASC est le mécanisme primaire pour la coordination inter-agences de l'assistance humanitaire. C'est un forum unique qui implique les partenaires humanitaires du système onusien et autres
MINUSTAH.....	Mission des Nations Unies pour la stabilisation d'Haïti
OCHA	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
OHCHR	Office of the High Commissioner for Human Rights
OIM	Organisation International pour la Migration
ONG	Organisation non-gouvernementale
ONU-HABITAT	Programme des Nations Unies pour les Etablissements Humains
PDI.....	Personne déplacée interne
PFGC	Point focal en gestion de camp – dans des camps où il n'y a pas de ressources dévouées a la gestion de camp, une agence qui fournit un autre service (par ex. des services d'eau et d'assainissement) s'est portée volontaire pour prendre la responsabilité d'un camp en cas d'urgence.
POS.....	Procédures Opérationnelles Standardisées
PNH.....	Police Nationale Haitienne
UNHCR.....	United Nations High Commissioner for Refugees
UNPOL.....	United Nations Police

Dans ce document, si n'est pas indiqué autrement, le terme « gestionnaire du camp » couvre les officiers de gestion de camps d'OIM (CMO), les gestionnaires de camp de la DPC, les agences de gestion de camp, et les points focaux en gestion de camp.

1. INTRODUCTION

1.1 CONTEXTE

Le 12 janvier 2010, un séisme accusant une magnitude de 7.3 sur l'échelle de Richter et dont l'épicentre a été identifié à environ 16 km de la capitale, Port-au-Prince, a violemment frappé Haïti. Ce puissant tremblement de terre a causé la mort de plus de 200.000 personnes et en a laissé une quantité estimée à 1.5 millions sans-abris ayant besoin de l'aide d'abris d'urgence. La grande majorité de ces déplacées internes (PDI) affectées par ce cataclysme, ont volontairement cherché refuge dans des abris spontanés dans les zones urbaines, tandis que d'autres ont décidé, de leur propre chef, de se rendre dans les périphéries de la capitale ou en milieu rural non affectés par le séisme. Il est estimé à 60-70% le nombre de camps de PDI installés sur des parcelles appartenant à des particuliers (propriété privée).¹

Depuis avril 2010, les agences humanitaires ont eu à faire face à un nombre croissant d'expulsions forcées des personnes affectées par le séisme des camps et des abris transitoires où elles ont été installées. A l'origine sont les propriétaires des terrains privés où des camps ont été installés, qui ont davantage cherché à reprendre possession de leurs terres. En plus, les propriétaires fonciers qui avaient mis temporairement leur terre à la disposition des PDI ont commencé à éprouver des inquiétudes, se demandant si leur propriété ne sera pas occupée indéfiniment et si ces camps-là ne risquent pas de se transformer en quartiers.

Les derniers chiffres récoltés et vérifiés par le Groupe Sectoriel « Camp Coordination and Camp Management » (CCCM)² montrent que le 31 mai 2011, il y a eu 312 cas de menaces d'expulsion forcée des camps dans 10 Communes, affectant 133,484 personnes ce qui représente 21% de la population des PDI vivant dans des camps. 58,993 personnes ont déjà été expulsées de force par les propriétaires fonciers. 14.2% des PDI menaces d'expulsion force vivent dans des camps situés sur des terrains publiques cependant 81.6% sont sur des terrains privés (pour 4.2 % des PDI le statut de propriété foncière du camp n'est pas connu).

Bien que les acteurs humanitaires aient travaillé afin de prévenir, éviter, surveiller et défendre les personnes déplacées menacées d'expulsions forcées³, les efforts déployés ont produit des résultats limités et le nombre de PDI menacées d'expulsions forcées continue d'augmenter de façon spectaculaire. Depuis avril 2010, le bureau du Coordinateur Humanitaire a fait le plaidoyer auprès du Gouvernement d'Haïti en faveur d'un moratoire de toute expulsion forcée, mais jusqu'à présent cette recommandation n'a pas été adoptée.

¹ Données d'OIM

² OIM/CCCM : Eviction Situation in IDP Camps (May 2011). Ce rapport contient des informations collectées par les équipes OIM d'opérations de protection et de gestion de camps dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, Communes de Carrefour, Cité Soleil, Croix des Bouquets, Pétionville, Delmas et Tabarre. D'autres informations dans ce rapport ont été récoltées par les équipes de CMO à Léogane, Gressier, Petit Goave, Grand Goave et Jacmel. Le rapport couvre des données jusqu'au 31 mai 2011.

³ La situation a pu être résolue temporairement ou définitivement suite aux interventions des partenaires du CCCM dans 26 camps avec une population totale de 15,688 personnes.

1.2 OBJECTIFS

Ce document a été conçu en vue de donner une réponse aux agences et aux membres des Groupes Sectoriels « Gestions et Coordination des Camps (CCCM) » et « Protection » demandant des directives opérationnelles sur la gestion de la question complexe des expulsions forcées des camps. Il fait partie de l'effort de l'Inter Cluster de créer un plan opérationnel complétant la Stratégie de Retour et de Relocalisation approuvée par le HCT. Une réponse efficace aux expulsions forcées requiert la coordination à l'intérieur du système des Groupes Sectorielles (IASC) et entre ce système et autres acteurs pertinents aux niveaux international, national et local. Un suivi et des activités concertées dans chaque cas d'expulsion forcée sont clefs au niveau légal et politique.

Les Procédures Opérationnelles Standardisées (POS) qui ont été développées par les membres du Groupe de travail Logement-Foncier-Propriété, sous le Groupe Sectoriel Protection, établissent un processus clair ainsi que des rôles et responsabilités. Une série de consultations a été menée avec les partenaires du Groupe Sectoriel Protection tout au long du processus, y inclus une séance teste de formation pour des Officiers de Gestion de Camp (CMO) d'OIM le 12 avril 2011. Les présentes POS devraient être utilisées ensemble avec des directives existantes pour la prévention d'expulsions forcées.

Le droit international des droits de l'homme ainsi que le droit haïtien s'opposent aux expulsions forcées. Les acteurs humanitaires mettront tous les efforts en œuvre en vue de prévenir ou de retarder ces mouvements d'expulsions forcées indignes d'êtres humains particulièrement quand ils sont exécutés par des moyens violents, pendant la nuit, ou sans notification préalable.

Ce document voudrait apporter une réponse à cette question complexe qui implique de multiples acteurs et activités et exige une approche standardisée. Au vu de grandes différences entre les camps et les circonstances particulières de chaque expulsion, le présent document ne tente pas de donner une réponse de « one size fits all ». Bien au contraire, il fournit un exemple du flux du processus, un ensemble de mesures et de bonnes pratiques parmi lesquelles les organisations peuvent choisir des éléments, et, le cas échéant, les adapter à leur situation particulière.

1.3 COMMENT UTILISER LES PROCEDURES OPERATIONNELLES STANDARDISEES

Les POS se veulent être un document pratique, sa cible principale étant les personnes assurant la gestion des camps et les autres acteurs y travaillant, et qui sont obligés de faire face aux conséquences pratiques d'expulsions forcées.

Les procédures décrites dans ce document se veulent simplifiées et doivent être adaptées par les différents acteurs. Suivant le cas, certaines étapes de ces procédures peuvent ne pas être nécessaires, les étapes peuvent avoir plus de sens si elles sont mises en œuvre dans un autre ordre. Certaines étapes peuvent être utilisées simultanément, ou peuvent être répétées dans un processus itératif.

En outre, malgré les efforts de négociation/médiation entre différents acteurs, un propriétaire foncier peut, à tout moment, opter d'expulser les personnes déplacées de son terrain. Dans ce cas, les acteurs doivent passer directement à l'étape de l'orientation des personnes déplacées.

Du point de stratégie, la problématique qui se pose ici est que ce processus sous-entend de faire le choix politiquement sensible d'intervenir d'une façon ou d'une autre sur la question des expulsions forcées. Ces procédures opérationnelles tentent de donner aux gestionnaires des camps des conseils pour leur permettre de répondre aux besoins humanitaires immédiats, tout en respectant les principes humanitaires fondamentaux tels que de « Ne pas nuire ».

En bref, les POS prescrivent le processus minimal à suivre par les acteurs concernés dans leurs réponses aux expulsions forcées. Les POS expliquent quel acteur et responsable de quelle activité, étape par étape, comme suit :

1. Vérification
2. Information du Groupe Sectoriel CCCM et gestion de l'information
3. Première rencontre avec le propriétaire foncier
4. Développement d'un plan d'action
5. Communication avec les PDI
6. Négociation-Médiation
7. Etablissement de l'assistance requise
8. Etablissement d'une stratégie de plaidoyer
9. Enregistrement des PDI
10. Monitoring de l'expulsion forcée et suivi post-expulsion des personnes expulsées
11. La mise en œuvre des POS – l'importance de coordination et de cohérence par tous les partenaires

2. DEFINITIONS ET PRINCIPES

Dans le cadre de ces POS, la définition du Comité des Droits économiques, sociaux et culturels sera utilisée, celle-ci étant la plus communément utilisée au niveau international. Une expulsion forcée s'entend de :

*« l'éviction permanente ou temporaire, contre leur volonté et sans qu'une protection juridique ou autre ait été assurée, de personnes, de familles ou de communautés de leurs foyers ou des terres qu'elles occupent ».*⁴

Cette définition couvre également les expulsions des terrains/propriétés (privés ou publics) sur lesquelles les occupants ne détiennent pas de titre de propriété. La définition s'applique donc aussi au contexte du déplacement interne, c.à.d. les situations où des PDI sont expulsées, par la force, de leurs camps, si elles ne disposent pas d'alternatives viables. Les principes suivants sont reconnus à l'échelle internationale et doit être respectés aussi en Haïti :

⁴ Observation Générale no. 7 du Comité des Droits économiques, sociaux et culturels (1997)

- Les expulsions forcées sont une violation des droits de l'homme (droit à un niveau de vie suffisant, interdiction des immixtions arbitraires ou illégales dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance).
- Les expulsions forcées dans le cadre d'Haïti peuvent également correspondre à des expulsions arbitraires ; qui elles-mêmes sont interdites.
- Les expulsions devraient être des mesures de dernier recours
- Personnes affectées par des expulsions doivent être consultées et avoir le droit de participer dans tout le processus d'expulsion/relocalisation
- Les réinstallations/relocalisations doivent être menées avec la participation et le consentement éclairé des personnes affectées
- Aucune personne ne doit se retrouver sans abri, vulnérables ni exposée à toute autre violation des droits de l'homme du fait d'une expulsion
- Sous une forme ou une autre, il pèse sur chaque Etat une obligation légale de respecter, protéger et de réaliser le droit à un logement convenable et donc par inférence, une obligation de ne pas cautionner, tolérer ou procéder à des expulsions forcées. Le droit international relatif aux droits de l'homme est central pour la protection des individus contre la violence et le désespoir souvent associés à un processus d'expulsion
- Les expulsions forcées, qu'elles aient déjà eu lieu ou qu'elles soient planifiées, nécessitent une attention immédiate et sans ambiguïté. S'il existe des cas exceptionnels dans lesquels une expulsion forcée peut être justifiée ou raisonnable, même du point de vue des droits de l'homme, dans l'écrasante majorité des cas, les expulsions forcées ont pour unique conséquence une aggravation de l'injustice sociale, et sont également équivalentes à des violations manifestes et systématiques de droits de l'homme fondamentaux et internationalement acceptés.

En vertu du droit interne et du droit international, il incombe aux autorités haïtiennes de prévenir les déplacements forcés (une expulsion forcée représente, à cet égard, un déplacement forcé secondaire) et de protéger les populations, à la communauté humanitaire d'appuyer leurs efforts. Comme c'est le cas ailleurs, les PDI en Haïti doivent bénéficier de solutions durables par rapport à leur déplacement, ou d'un soutien suffisant jusqu'à ce que des solutions permanentes puissent être élaborées. Les propriétaires de terrains privés ont également des droits et des responsabilités qui doivent être respectés et protégés.

Néanmoins, s'il est clair que la situation des PDI ne peut perdurer, cela NE légitime AUCUNEMENT les expulsions illégales. Conformément aux « Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays », les populations auxquelles on demande de se relocaliser doivent recevoir une notification préalable dans un délai raisonnable, un certain nombre d'options y compris retourner dans leurs maisons, soutien à un processus de relocalisation, et leur déplacement doit être volontaire.

Qu'il s'agisse d'un retour ou d'une relocalisation, cette solution ne peut être pérenne qu'à la condition qu'elle soit conforme avec tous les paramètres concernant les solutions durables, y compris ceux relatifs à la nature volontaire du retour/relocalisation, sécurité et à la dignité.⁵ L'aspect

⁵ Voir, La protection des personnes affectées par des catastrophes naturelles, Directives opérationnelles de l'IASC sur les droits de l'homme et les catastrophes naturelles:

« volontaire » suppose l'absence de toute pression physique, psychologique ou matérielle. Par exemple, l'offre d'une prime monétaire, pourrait dans certains cas être considérée comme une tentative de coercition, en particulier lorsque cette offre n'entre pas dans le cadre de propositions de solutions alternatives conformes aux standards internationaux. Enfin, un certain nombre de garanties procédurales doivent être remplies en amont avant de procéder à une expulsion (voir Annexe 1).

3. LES IMPLICATIONS LEGALES DES EXPULSIONS FORCÉES

De nombreuses expulsions forcées qui se sont déroulées à Port-au-Prince depuis le séisme ont révélé un manque du respect des lois internes haïtiennes et des principes internationaux basés sur les droits de l'homme. Au lieu de suivre les étapes prescrites par la loi interne et les standards internationaux, on observe l'application de différentes formes de menaces, souvent violentes, et usage de force physique, par les prétendus propriétaires fonciers. Toutes formes de menace et application de force physique initiée par le propriétaire sont illégales.

Il y a aussi des cas où le système juridique favorise les propriétaires fonciers d'une façon injuste, par exemple quand une cour délivre un jugement dans l'intérêt du propriétaire sans avoir dûment suivi la procédure légale. Un tel jugement serait généralement interprété comme légitime malgré le non-respect du droit international et même du cadre légal interne. Cela montre que dans le contexte actuel haïtien, la ratification des pactes internationaux et leur réflexion dans la constitution et des lois internes haïtiennes ne suffisent pas pour protéger les droits des citoyens haïtiens déplacés par le séisme, notamment le droit ne pas être expulsé de force de son logement.

La section suivante présente une vue d'ensemble du cadre juridique international et national.

En vertu du système moniste, tous les traités ratifiés par le Gouvernement haïtien sont automatiquement transposés dans le droit interne (article 276-2 Constitution de 1987), y compris : le Pacte International sur les Droits civils et politiques (PIDCP), la Convention sur les droits de l'Enfant (CDE). De plus, la Constitution haïtienne, dans son article 19, fait expressément référence à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH), qui, dans son article 25, stipule que

D.2.1. En vertu de leur droit à la liberté de mouvement, les personnes déplacées par des catastrophes naturelles recevront l'information nécessaire à l'exercice de leur droit de décider librement du lieu où ils veulent vivre – qu'ils souhaitent retourner à leur domicile, s'intégrer au lieu où ils séjournent durant leur déplacement ou se réinstaller dans une autre partie du pays.

D.2.2. Des mesures appropriées seront prises le plus rapidement possible pour mettre en place des conditions favorables à un retour viable dans la sécurité et la dignité. Les conditions sont considérées comme étant viables si :

- (i) les personnes se sentent en sécurité, exemptes de harcèlement et d'intimidation, ainsi que de risques véritables d'autres effets désastreux produits par des risques naturels ;
- (ii) les personnes ont pu reprendre possession de leur propriété ou de leur habitation, et celle-ci a été reconstruite ou réhabilitée de manière adéquate ;
- (iii) les personnes peuvent reprendre une vie aussi normale que possible, avec accès aux services, aux écoles, aux moyens d'existence, à l'emploi, aux marchés, etc., sans discrimination.

D.2.3. Des mesures appropriées seront prises pour fournir les moyens permettant aux personnes déplacées par la catastrophe de retourner à leur habitation ou à leur lieu de résidence habituelle, ou de demeurer ou de se réinstaller volontairement dans une autre partie du pays. Ces conditions peuvent également s'appliquer aux processus de réinstallation.

« Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour (.....) le logement ».

Cadre juridique international	Cadre juridique national
Instruments contraignants	
<p>Pacte International sur les Droits Civils et Politiques (PIDCP)</p> <ul style="list-style-type: none"> i. PIDCP, art 17 (1): interdiction des immixtions arbitraires ou illégales dans la vie privée, la famille, le domicile et la correspondance. ii. PIDCP, art 23 (1): protection spéciale à la famille iii. PIDCP, art. 2 (3): droit à des recours 	<p>Constitution d’Haiti (1987):</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Art 22: Droit à un logement décent ii. Art. 36: La propriété privée est reconnue et garantie
<p>Convention Américaine relative aux Droits de l’Homme (CADH)</p> <ul style="list-style-type: none"> iii. CADH, art 11 (2) et (3): interdiction d’ingérences arbitraires ou abusives dans sa vie privée, dans la vie de sa famille, dans son domicile ou sa correspondance, ni d’attaques illégales à son honneur et à sa réputation 	
<p>Convention sur les Droits de l’Enfant (CDE)</p> <ul style="list-style-type: none"> i. CDE, Art. 9 (1): droit de l’enfant à ne pas être séparé de sa famille 	<p>Arrêté d’utilité publique, Le Moniteur, 22 mars 2010</p> <p>Considérant...</p> <ul style="list-style-type: none"> i. « Que l’obligation de l’Etat est de relocaliser les familles affectées par le séisme (...) » ii. « Qu’il en résulte une obligation pour l’Etat de reloger ces familles dans des espaces plus décentes et appropriés, respectant leurs droits et dignité »
<p>Déclaration Universelle des Droits de l’Homme (droit coutumier international)</p> <ul style="list-style-type: none"> iii. DUDH, Art 12: d’immixtions arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance i. DUDH, Art. 16 (3): protection de la famille ii. UDUDH, Art. 25 (1): droit à un niveau de vie suffisant 	<ul style="list-style-type: none"> iii. Constitution : Article 49 : La liberté, le secret de la correspondance et de toutes les formes de communication sont inviolables. iv. Article 59 : L’Etat protège la famille, base fondamentale de la société v. Article 260 : Il doit une égale protection à toutes les familles.
<p>Principe de non-discrimination reconnu dans la DUDH (art. 2) et dans la plupart des traités et le droit coutumier international</p>	<ul style="list-style-type: none"> vi. Constitution, Article 19 : L’Etat a l’impérieuse obligation de garantir le Droit à la vie, à la Santé, au Respect de la personne humaine, à tous les citoyens sans distinction, conformément à la DUDH
Observations et interprétations utilisées au niveau international / Jurisprudence	
<p>Observation Générale no. 7 du Comité des Droits économiques, sociaux et culturels (1997) : Toute expulsion doit être assortie d’une série de garanties</p>	

<p>procédurales :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. consultation des personnes affectées; 2. notification dans un délai raisonnable avant l'expulsion forcée; 3. information sur l'expulsion transmise dans un délai raisonnable; 4. présence obligatoire de fonctionnaires gouvernementaux ou de leurs représentants sur place pendant les expulsions; 5. identification des personnes exécutant l'expulsion; 6. interdiction de procéder à une expulsion la nuit ou par mauvais temps; 7. voies de recours juridictionnelles accessibles; 8. fournir lorsque cela est possible une assistance légale aux personnes qui cherchent à obtenir réparation à travers la justice. 	
<p>Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme, Fiche d'information no. 25</p> <ol style="list-style-type: none"> i. "[...] lorsque des individus ou des groupes décident d'occuper, faute de logements disponibles, de 'squatter' des logements ou d'occuper des terrains. [...] Les gouvernements doivent alors agir avec modération, dans le respect des obligations qui sont les leurs à l'égard du droit des personnes à un logement adéquat 	
Non-contraignant ("soft law")	
<p>Résolution de la Commission des droits de l'homme 2004/28, Interdiction des expulsions forcées</p> <ol style="list-style-type: none"> ii. « <i>Considérant</i> que la pratique, souvent violente, de l'expulsion forcée sépare par des moyens contraignants et contre leur volonté, indépendamment du caractère légal ou non d'un tel procédé en vertu du système juridique en vigueur, les personnes, familles et groupes de leur foyer, de leurs terres et de leur communauté, multipliant le nombre des sans-abri et créant des conditions de logement et d'existence qui laissent à désirer » 	
<p>Principes Directeurs relatifs aux Déplacements des Personnes à l'Intérieur de leur Propre Pays (1998)</p> <ol style="list-style-type: none"> i. Art. 7 (1): autres possibilités soient étudiées afin d'éviter le recours à l'expulsion forcée. Lorsqu'il n'y a pas d'autre choix, tout doit être fait pour que le nombre des personnes déplacées soit aussi restreint que possible et que les effets néfastes de l'opération soient limités. ii. Art. 7(2): membres d'une même famille ne doivent pas être séparés 	

iii. Art 18 (1) et (2) (b): droit à un niveau de vie suffisant; abri et logement	
<i>Manuel du HCR sur le rapatriement librement consenti</i> « La question du ‘consentement libre’ suppose l’absence de toute contrainte d’ordre physique, psychologique ou matériel. De manière générale, le HCR doit être convaincu que les facteurs attractifs sont un élément prépondérant par rapport aux facteurs d’influence négatifs [...] tels que les menaces sur la propriété dans le pays d’origine ».	

Selon le cadre légal haïtien, tout processus d’expulsion qui ne suit pas la procédure prescrite par la loi est illégale, et les PDI vivant sur des terrains appartenant à des particuliers sont protégées par les principes suivants :

- Le propriétaire du terrain concerné est obligé d’engager une action en justice, notamment par devant le Tribunal de Paix et le Tribunal de Première Instance ou Tribunal Civil. L’expulsion, en matière civile et privée, ne peut se réaliser qu’en vertu d’une décision de justice qui aura atteint l’autorité de la chose souverainement et définitivement jugée, c’est-à-dire une décision dont toutes les voies de recours sont épuisées ou frappées de forclusion. En d’autres termes, une décision qui ne peut plus être attaquée auprès d’une juridiction supérieure.
- Chaque PDI a le droit d’être notifié par les canaux légaux appropriés de toute action intentée contre elle.
- Pour qu’une action légale puisse être intentée contre une PDI, la personne doit être nommée dans la plainte ou l’acte judiciaire ou extra-judiciaire.
- Toute expulsion d’une PDI d’un camp ne peut se faire qu’en présence d’un Juge de Paix qui doit donner l’entrée des lieux à l’huissier dans le cadre de l’exécution d’une décision du Tribunal de Première Instance. Il doit être muni de l’exequatur du Parquet.
- Chaque PDI a le droit de faire appel de tout jugement rendu à son encontre auprès de la juridiction de degré supérieur, jusqu’à la Cour de Cassation.
- Chaque PDI a le droit de demander référé de tout jugement en cours d’exécution contre elle, ce qui va suspendre l’exécution du jugement jusqu’à ce que le Juge des Référés statue sur la validité et la régularité de l’exécution.
- Un jugement rendu contre les PDI ne peut être exécuté avant l’expiration du délai pour interjeter appel (30 jours francs) sauf s’il s’agit d’un jugement « sur minute » à l’encontre duquel des PDI peuvent demander un référé.
- Un jugement rendu à l’encontre des PDI ne peut être exécuté avant 6:00 du matin, après 6:00 du soir, un dimanche, un jour férié officiel sauf permission expresse du juge.
- Aucun acte criminel – y compris la destruction de la propriété – ne doit être commis en vue de procéder à l’expulsion forcée.

4. LES COMPOSANTES D'UNE REPONSE COORDONNEE AUX EXPULSIONS FORCEES - ROLES ET RESPONSABILITES

Afin de pouvoir répondre effectivement aux expulsions forcées des sinistres du séisme vivant dans des camps en Haïti, les acteurs ayant contribué au développement de ces Procédures Opérationnelles Standardisées se sont mis d'accord concernant la répartition des rôles et responsabilités dans les composantes suivantes de l'approche standardisée.

4.1. VERIFICATION : GESTIONNAIRE DE CAMP / POINT FOCAL (AVEC COMITE DU CAMP)

Dès que le comité du camp ou un gestionnaire / point focal du camp entend des rumeurs ou reçoit une notification d'expulsion imminente ou de la fermeture du camp, les acteurs doivent répondre rapidement. Afin d'établir les premiers éléments sur la menace d'expulsion forcée, ils échangent toutes les informations qu'ils ont et prennent contact avec le bureau du Maire et d'autres acteurs locaux qui en sont informés. Les objectifs de la prise de contact avec le bureau du Maire sont l'échange d'information ainsi que la vérification de la propriété foncière du prétendu propriétaire. Basé sur une rumeur, le gestionnaire de camp/point focal, avec le comité de camp, peuvent aussi décider de façon préventive d'ouvrir un dialogue avec le propriétaire concernant ses intentions, avant même qu'une notification ou menace visant l'expulsion forcée soient effectuées.

Sur la base de ces premiers rencontres, le gestionnaire de camp / point focal, avec le comité du camp, évalue la situation pour établir s'il s'agit d'une expulsion forcée selon la définition internationale. Les PDI ont droit à des garanties procédurales liées aux standards internationaux des droits de l'homme. Ces garanties doivent être respectées à travers toute la procédure d'expulsion et de relocalisation (lorsque celle-ci est prévue) et cela suppose notamment la mise en œuvre de mesures de protection dès le début.

L'annexe 1 « Garanties procédurales en cas d'expulsion forcée : critères, premières étapes et évaluation des priorités » et l'annexe 2 « Mesures de protection et principes à prendre en considération dans le cadre d'un processus d'expulsion » fournissent des explications détaillées ainsi qu'un check-liste pour l'analyse du respect des garanties procédurales et l'application des mesures de protection.

Selon la loi haïtienne, le propriétaire du terrain concerné (ou son mandataire) est obligé d'engager une action en justice. Les éléments suivants (non exhaustifs) permettent d'identifier si un propriétaire a entamé une action légale contre les personnes occupant son terrain. Les observations suivantes permettent d'établir si le propriétaire a bien suivi la démarche obligatoire (pour plus de détails, voir l'annexe 3 sur les aspects légaux) :

- Si le propriétaire a fait appel à un Juge de Paix, celui-ci vient faire le « Constat des Lieux », c.à.d. attester de la présence des PDI sur le terrain dudit propriétaire. Le Juge sera accompagné d'un greffier et parfois de plusieurs policiers en uniforme. Le Juge s'identifiera et exposera la raison de sa présence. Ensuite, le Juge de Paix dresse un procès-verbal. Selon le cas, il pourra

demander certaines informations aux PDI, comme leur identité, la durée de leur présence sur les lieux, la personne qui leur a autorisé à occuper le terrain, etc.

- Le propriétaire introduit une action en justice et assigne par voie d'huissier les PDI (souvent à travers leur comité) à comparaître devant le tribunal. L'assignation contiendra notamment le nom du demandeur et du défendeur, l'objet de la demande, l'exposé sommaire des moyens, la date et l'heure de l'audience. Le délai de comparution est de huit jours francs, c'est-à-dire dix jours ordinaires.

L'annexe 3 « Informations sur aspects légaux des expulsions forcées en Haïti » fournit des connaissances pour comprendre et maîtriser les détails juridiques pratiques en rapport avec les expulsions forcées.

4.2. INFORMATION DU GROUPE SECTORIEL CCCM ET GESTION DE L'INFORMATION : GESTIONNAIRE DE CAMP ; OIM

Le gestionnaire du camp ou point focal fait un rapport sur l'expulsion forcée imminente, par le biais du CMO de la zone, au Groupe Sectoriel CCCM cccmhaiti@iom.int (voir liste des contacts des CMO d'OIM ci-dessous) par courrier électronique, en utilisant le formulaire de rapport d'incident (voir annexe 4).

COMMUNE COORDINATION OFFICER	PETION VILLE	Lucas Chef	3701-6203	lchef@iom.int
COMMUNE COORDINATOR ASSISTANT	PETION VILLE	David Guervil	3680-1269	dguervil@iom.int
COMMUNE COORDINATION OFFICER	CROIX DES BOUQUETS	Alain Kamgang	37027592	akamgang@iom.int
COMMUNE COORDINATOR ASSISTANT	CROIX DES BOUQUETS	TBD (Jacques St.)		
COMMUNE COORDINATION OFFICER	DELMAS	Kioy Peter	3702- 1663	pkioy@iom.int
COMMUNE COORDINATOR ASSISTANT	DELMAS	Carline SAUREL	36680708	csaurel@iom.int
COMMUNE COORDINATION OFFICER	TABARRE	Lataste Iudovic	3702- 5069	llataste@iom.int
COMMUNE COORDINATOR ASSISTANT	TABARRE	Cesar Herode	3690- 4297	hcesar@iom.int
COMMUNE COORDINATION OFFICER	CARREFOUR	Rolande Fouda	3702-7977	rfouda@iom.int
COMMUNE COORDINATOR ASSISTANT	CARREFOUR	Fred Standley Vincent	36802066	fsvincent@iom.int
COMMUNE COORDINATION OFFICER	PORT AU PRINCE	Alain Trocher	3702-1657	atrocher@iom.int
COMMUNE COORDINATOR ASSISTANT	PORT AU PRINCE	Witley Mesidor	3747-6354	wmesidor@iom.int
COMMUNE COORDINATION OFFICER	CITE SOLEIL	Luc Magloire ONDOUA MBEGA	3702-7590	londoua@iom.int
COMMUNE COORDINATOR ASSISTANT	CITE SOLEIL	Pierre Guelson Theluscat		pgtheluscat@iom.int

Le CCCM/OIM assure la mise à jour de la base des données et devra envoyer un rapport sur les expulsions forcées au Groupe Sectoriel Protection toutes les deux semaines.

4.3. PREMIERE RENCONTRE AVEC LE PROPRIETAIRE FONCIER : GESTIONNAIRE DE CAMP, COMITE DU CAMP, MAIRIE

Les messages et le ton pris pendant cette rencontre sont importants, l'objectif étant de résoudre le cas d'une façon qui est acceptable pour toutes les parties (par exemple, un calendrier pour la fermeture évolutive du camp fondée sur une solution durable). Celle-ci peut être une

première de nombreuses rencontres tout au long du processus. Ces discussions avec le propriétaire foncier pourront être fructueuses et le processus pourra évoluer positivement.

Il est important de rappeler au propriétaire les droits des personnes déplacées et de le sensibiliser quant à leur situation de vulnérabilité. Le message clef doit être qu'en tout état de cause, toute procédure visant à l'expulsion doit être réalisée dans le respect des procédures légales haïtiennes et du droit international et des principes relatifs aux droits de l'homme.

Si la Mairie participe à ces rencontres, il faut leur rappeler leur responsabilité dans le retour et la relocalisation des PDI.

4.4. DEVELOPPEMENT D'UN PLAN D'ACTION : GESTIONNAIRE DE CAMP, COMITE DU CAMP

Sur la base de la vérification, de l'information soumise au CCCM, et des rencontres exploratoires avec le propriétaire foncier, le gestionnaire de camp, en collaboration avec le comité du camp, doit développer un plan d'action local pour le cas spécifique. Il faut établir une agence coordinatrice et en aide humanitaire et clarifier les responsabilités des autres acteurs. Selon les circonstances, l'acteur ou l'agence coordinatrice peut être l'agence qui gère le camp, le CMO d'OIM, le point focal en gestion de camp, le représentant du Maire, ou autre. Chaque cas demande une combinaison unique des stratégies et approches méthodologiques.

4.5. COMMUNICATION AVEC LES PDI : TOUS LES ACTEURS, CONDUITS PAR L'AGENCE COORDINATRICE

Dès que l'expulsion forcée imminente a été vérifiée, il faut s'assurer que tous les résidents du camp en sont au courant. L'échange avec les personnes déplacées résidant dans le camp devrait continuer tout au long du processus. Ce processus devra impliquer tous les partenaires qui se conviennent sur un message commun. Les échanges devront être coordonnés par l'agence coordinatrice et une campagne multimédia devrait être montée pour informer toute personne dans le camp. Parmi d'autres, les deux messages suivants devraient être communiqués :

- Aucune éviction doit être exécutée sans que les PDI aient donné leur consentement informé ;
- Toutes les alternatives doivent avoir été dûment étudiées en consultation avec les personnes affectées.

Les annexes 1, 2 et 3 contiennent des éléments importants pour informer la communication avec les PDI :

1. Garanties procédurales en cas d'expulsion forcée : critères, premières étapes et évaluation des priorités
2. Mesures de protection et principes à prendre en considération dans le cadre d'un processus d'expulsion
3. Informations sur aspects légaux des expulsions forcées en Haïti

4.6. NEGOCIATION-MEDIATION : COMITE DU CAMP, GESTIONNAIRE DE CAMP, EXPERTS LEGAUX

L'objectif principal de la négociation et de la médiation est d'obtenir un délai supplémentaire. Les arguments se fondent, entre autres, sur le droit haïtien ainsi que sur le droit international et les principes internationaux des droits de l'homme (voir ci-dessus dans la section traitant des implications légales des expulsions forcées).

Négociation : Si le propriétaire foncier est prêt à négocier directement avec les résidents du camp (à travers leur comité), l'objectif est de trouver une solution dans la négociation.

L'annexe 5 contient des explications pour obtenir une compréhension globale du processus de négociation, des bonnes pratiques pour une négociation efficace, et des risques potentiels.

Médiation : Si la négociation n'est pas possible ou n'aboutit pas à un résultat positif pour les résidents du camp, l'intervention d'un médiateur peut éventuellement débloquer le processus.

Dans les cas où il y a médiation, la partie tierce doit avoir la capacité et la compétence de jouer un tel rôle. Il est important que l'organisation ou la personne qui joue le rôle de médiateur ne soit pas là pour négocier au nom d'une quelconque partie. Elle n'est pas habilitée à représenter légalement quelque partie que ce soit. Elle doit attirer l'attention de toutes les parties, dès le début de la médiation, sur ce qu'est son rôle en clarifiant sans ambiguïté qu'en tant que médiateur, elle n'est nullement en mesure de déterminer qui a raison et qui a tort.

L'annexe 6 donne des arguments socio-juridiques et techniques en appui à la médiation.

4.7. ETABLISSEMENT DE L'ASSISTANCE REQUISE : TOUS LES PARTENAIRES

Sur la base de la première négociation-médiation avec le propriétaire, les partenaires réévaluent l'approche, les responsabilités, et identifient quelles ressources supplémentaires seront requises. Pour les cas particulièrement complexes, l'Unité de Protection d'IOM (appuyée par le Groupe Sectoriel Protection) peut conseiller quel type d'action est requise:

- Une action en justice devant les cours et tribunaux pour stopper une expulsion
- Reprise de négociation-médiation avec un appui renforcé / des nouveaux intervenants
- Aborder immédiatement les questions de sécurité en communiquant avec :
 - Police Nationale Haïtienne (PNH)
 - UNPOL
 - Section des Droits de l'Homme de la MINUSTAH

Dans les cas où le propriétaire foncier a entamé une procédure légale, les PDI – individuellement ou via leur comité du camp - devraient essayer de faire intervenir un avocat pour les appuyer dans leur défense. Si le propriétaire est prêt à suivre la procédure légale, l'avocat des

PDI assurera leur défense tout-au-long du processus. En vue de manques d'alternatives de logement pour les PDI à court et moyen termes, l'objectif principal de la défense légale sera de permettre aux PDI d'utiliser les recours légaux existant pour remettre en cause l'expulsion.

La défense par un avocat pourra être facilitée par une assistance légale fournie par des ONG spécialisées dans ce domaine. Des plus amples informations peuvent être obtenues par email : HLP@onuhabitat.org

L'annexe 3 « Informations sur aspects légaux des expulsions forcées en Haïti » contient des recommandations pour réagir en temps réel sur le processus judiciaire engagé par les propriétaires contre les personnes déplacées.

4.8. DEVELOPPEMENT D'UNE STRATEGIE DE PLAIDOYER : OIM, GROUPE SECTORIEL PROTECTION, ONG, COORDONNATEUR HUMANITAIRE D'ONU, CIRH

L'objectif principal du plaidoyer est d'interpeller les acteurs clés ayant le pouvoir de modifier le climat ambiant ou de prévenir les expulsions forcées. L'Unité de Protection d'OIM, le Groupe Sectoriel Protection, les ONG, le Coordinateur Humanitaire, d'ONU, la CIRH, les Mairies, le Directeur du Département de la Protection Civile, les Ministères pertinentes, le Premier Ministre, et le Président, entre autres, constituent les acteurs jouant des rôles importants dans le plaidoyer, dépendant des conditions spécifiques du cas. L'Unité de Protection d'OIM ainsi que des membres du Groupe Foncier-Logement-Propriété peuvent conseiller sur les étapes du plaidoyer :

- Quelle est la cible appropriée pour le plaidoyer ;
- Quel est l'acteur approprié pour conduire le plaidoyer (ex. la Coordinatrice du Groupe Sectoriel Protection, CCCM, Chef de mission d'OIM, la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti, le Coordinateur Humanitaire des Nations Unies...).

L'annexe 7 propose des messages clés de plaidoyer.

Ces messages devraient être utilisés comme moyen de plaidoyer par tous les acteurs humanitaires à tous les niveaux le plus tôt possible.

4.9. ENREGISTREMENT DES PDI : OIM ET AGENCES PARTENAIRES

L'enregistrement doit être initié dès qu'une menace d'expulsion est confirmée et sera donc mené en parallèle aux autres étapes décrites ci-dessus. Les données précises des ménages sont essentielles afin d'aider ceux qui sont impliqués dans le processus de retour et de réinstallation. Si le processus de retour est interrompu ou réduit à la suite d'une expulsion forcée avant qu'une solution négociée et volontaire n'ait pu être trouvée pour toutes les familles, les coordonnées des familles seront des outils essentiels pour maintenir le contact avec ceux qui ont été forcés à quitter le camp. Si toutes les familles sont correctement enregistrées avant une éventuelle expulsion forcée, elles peuvent par la suite se joindre au processus de retour.

L'Unité d'enregistrement d'OIM est l'actrice coordinatrice pour cette étape. Là où sa capacité ne suffit pas pour effectuer l'enregistrement elle-même, elle identifie d'autres partenaires et forme leur personnel dans la mise en œuvre de l'enregistrement.

Le « Questionnaire d'Enregistrement Phase II » (voir Annexe 8) est utilisé pour l'enregistrement.

Un effort particulier doit être fourni pour identifier, évaluer et trouver des solutions pour les personnes/ménages les plus vulnérables dans les camps lors de l'enregistrement.

Pour une liste des catégories de PDI ayant des besoins spécifiques (vulnérabilités), voir Annexe 9.

Cette liste sert de référence pour les enquêtes d'intention de retour auprès des personnes déplacées internes résidant dans les camps. La liste des ménages vulnérables est à partager avec les acteurs de Protection via le Groupe Sectoriel Protection.

4.10. MONITORING DE L'EXPULSION FORCEE ET SUIVI POST-EXPULSION DES PERSONNES EXPULSEES : OIM, AGENCES PARTENAIRES, COORDINATEUR DE RETOUR DANS LES QUARTIERS ET AUTRES ACTEURS IMPLIQUES DANS LE PROCESSUS DE RETOUR

Il pourrait arriver que, malgré tous les efforts de négociation/médiation et du plaidoyer, le propriétaire foncier opte pour l'expulsion pure et simple de son terrain. Dans ce cas, les acteurs qui ont essayé d'éviter l'expulsion doivent maintenant mener des actions suivantes :

Surveiller et rapporter les cas d'abus : une fois qu'une expulsion a eu lieu, la fonction essentielle des acteurs qui travaillent sur le site sera de faire rapport sur tous les cas de violations des droits. Dans certains cas d'abus évidents et documentés, un travail peut être fait en guise de réponse juridique post-facto. Ce monitoring de déroulement de l'expulsion forcée devrait se fonder sur les garanties procédurales (décrites en annexe 1) qui spécifient que certaines étapes doivent être suivies avant, pendant et après une expulsion forcée afin de minimiser les effets négatifs et les violations des droits

Annexe 10 propose un modèle de formulaire de suivi de la situation des personnes déplacées suite à une expulsion.

Inclure toute les personnes expulsées dans le processus de retour et de réinstallation : chaque famille devrait être contactée après l'expulsion afin d'inclure tous ceux qui ont besoin du processus de retour et de réinstallation. Les PDI qui ont été expulsées et qui ne vivent plus dans un camp reconnu, continuent à avoir les mêmes droits aux solutions de retour et de réinstallation, et elles doivent être incluses dans le processus de retour et de réinstallation indépendamment de leur statut d'expulsés. Cette étape est subordonnée à celle de l'enregistrement (voir formulaire en annexe 4) car elle dépend des données récentes et précises des ménages, y compris les numéros des téléphones afin que les familles puissent être retrouvées après l'expulsion.

Gestion des données, évaluation et rapport : Compte tenu de l'ampleur du problème, il peut s'avérer impossible d'enregistrer les données exactes de tous les ménages expulsés. Cependant, des échantillons des données des familles seront envoyés à l'unité d'enregistrement d'OIM. Le changement dans la base des données peut comprendre la mention :

- Expulsé du camp
- A volontairement quitté le camp
- A reçu une tente comme logement de _____ acteur de logement

Fermeture du camp : le processus de retour devrait être établi et, une fois le camp est fermée, le gestionnaire du camp doit assurer l'enlèvement des infrastructures qui y ont été disponibles. Ensuite, il faut que le propriétaire du terrain et les représentants de la Mairie, de la DPC et du CCCM remplissent le formulaire « Constatation officielle de site vide »⁶.

L'annexe 11 « Constatation officielle de site vide » constitue un formulaire à remplir dès que le camp a été fermé mais fournit également des plus amples informations sur la procédure formelle de la fermeture du camp.

Pour suivre la procédure de retour, les acteurs impliqués continueront à chercher des solutions durables de logement comme c'est le cas dans tout autre processus de retour. La menace d'expulsion au début du processus ne devrait pas avoir modifié le comportement des acteurs dans la mobilisation du temps et des ressources dans la recherche des solutions à court terme.

4.11. LA MISE EN ŒUVRE DES POS – L'IMPORTANCE DE COORDINATION ET DE COHERENCE PAR TOUS LES PARTENAIRES

Afin d'achever le meilleur impacte possible dans la prévention des expulsions forcées des camps (et toutes autres personnes en Haïti), il est important que les membres de toutes les organisations contribuant à ces efforts appliquent les POS. L'approche demande l'engagement de travailler conjointement pour la réalisation des principes and le suivi des procédures élaborées dans ce document, tout en jouant leurs rôles respectifs. Une telle approche harmonisée permettra de répondre dans une manière efficace et coordonnée aux défis des expulsions forcées.

Toutes les organisations nationales et internationales impliquées dans la recherche des solutions alternatives aux expulsions forcées, doivent communiquer des messages convergents, éviter des contradictions et agir dans la cohérence. A ce but, il faut que les organisations assurent que leurs staffs ayant des responsabilités dans ce domaine aient tous un exemplaire des POS à leur disposition.

⁶ développé par OIM

La diffusion des POS et une campagne de sensibilisation-formation seront facilitées par le Groupe Sectoriel Protection, notamment à travers le Groupe de travail Logement-Foncier-Propriété.



Groupe de travail Logement-Foncier-Propriété

ANNEXES

Procédures opérationnelles standardisées pour une réponse coordonnée aux expulsions forcées

1. Garanties procédurales en cas d'expulsion forcée : critères, premières étapes et évaluation des priorités
2. Mesures de protection et principes à prendre en considération dans le cadre d'un processus d'expulsion
3. Informations sur aspects légaux des expulsions forcées en Haïti
4. Expulsion forcée - Formulaire de rapport d'incident
5. Bonnes pratiques pour une négociation efficace
6. Arguments socio-juridiques et techniques en appui à la médiation
7. Messages de plaidoyer contre les expulsions forcées
8. 8a) Questionnaire d'Enregistrement Phase II (créole)
8b) Questionnaire d'Enregistrement Phase II (anglais)
9. Catégories de personnes déplacées internes « vulnérables »
10. Modèle de formulaire de suivi de la situation des personnes déplacées suite à une expulsion
11. Constatation officielle de site vide

Version du 20 juillet 2011

ANNEXE 1 :

Garanties procédurales en cas d'expulsion forcée : critères, premières étapes et évaluation des priorités

Objectif : *Avoir une meilleure compréhension des garanties de procédure efficaces auxquelles ont droit les personnes concernées en cas d'expulsion forcée et qui sont parfois susceptibles d'avoir un effet dissuasif sur les expulsions projetées.*

Selon le droit international, les expulsions forcées peuvent être considérées comme une violation flagrante des droits de l'homme. Celles-ci doivent être évitées dans la mesure du possible. Cependant, il existe des cas dans lesquels les expulsions peuvent être justifiées mais celles-ci ne le sont que dans des circonstances très exceptionnelles et si elles se déroulent conformément aux principes du droit international s'y rapportant. Si elles ne peuvent pas être évitées, l'État doit veiller à ce qu'elles s'effectuent dans la légalité, de façon raisonnable et proportionnée et conformément au droit international.

Dans certains cas, lorsqu'il s'agit d'assurer la protection de personnes vivant sur des sites dangereux tels que des immeubles en friche ou des zones sujettes à des catastrophes naturelles (c.à.d. zones inondables, glissements de terrain...) l'expulsion forcée est inévitable. Néanmoins, même dans ces cas, la procédure d'expulsion forcée pour être légale, se doit d'être en conformité avec les standards légaux nationaux et internationaux. Les principes de fond et de forme qui doivent être respectés en toute hypothèse avant une expulsion forcée (s'il apparaît que l'expulsion forcée est la seule solution) sont⁷ :

- Consultation et une participation véritable des personnes et communautés affectées ;
- Information complète sur la procédure d'expulsion forcée transmise dans un délai raisonnable ;
- Possibilité d'un recours administratif et judiciaire effectif (les informations concernant les recours judiciaires possibles doivent être transmises aux intéressés ; les intéressés doivent pouvoir bénéficier, lorsque cela est possible, d'une aide/assistance juridique)
- Présence d'agents gouvernementaux ou de leurs représentants lors de l'expulsion forcée, l'identification complète des agents mettant en œuvre l'expulsion forcée, l'interdiction d'expulser des personnes durant la nuit, les jours fériés incluant les week-ends ou lors de mauvaises conditions météorologiques etc.
- L'expulsion forcée ne doit pas avoir pour effet que des gens se retrouvent sans abri ou exposés à d'autres violations de leurs droits fondamentaux
- Identification d'une alternative de relocalisation adéquate ou d'une compensation adéquate avant la mise en œuvre de l'expulsion forcée (ex. faciliter l'accès à la location d'un logement)
- Identification et non discrimination des femmes, enfants, adolescents, personnes en situation de handicap et autres individus/groupes vulnérables lors de l'expulsion forcée.

En retour, le Gouvernement doit recevoir le soutien nécessaire à l'accomplissement de ses responsabilités.

1 - Proposition d'un modèle de check-list visant à assurer la garantie d'une procédure régulière

Quelques composantes d'une expulsion respectant les garanties d'une procédure régulière (pour les expulsions forcées planifiées, sauter les questions qui ne s'appliquent pas) :

⁷ Observation Générale No 7 (1997), Le droit à un logement convenable (art. 11, par. 1, du Pacte) : expulsions forcées-paras. 16 et 17

- Est-ce que toutes les alternatives ont dûment été étudiées en consultation avec les personnes affectées avant la mise en œuvre de l'expulsion forcée (dans l'optique d'éviter ou de minimiser le recours à la force) ?
- Est-ce que toutes les personnes concernées par l'expulsion forcée ont eu accès à l'information dans un délai raisonnable et lorsque cela s'applique aux raisons de l'expulsion forcée c'est à dire l'usage qui sera fait du terrain ?
- Est-ce que les personnes concernées ont été notifiées dans un délai raisonnable de la date de l'expulsion forcée ?
- Est-ce que les agents du gouvernement ou leur représentant étaient présents durant l'expulsion forcée ?
- Est-ce que toutes les personnes qui ont mis en œuvre l'expulsion forcée ont été proprement identifiées ?
- Est-ce qu'il a été garanti que la mise en œuvre de l'expulsion forcée ne se faisait pas pendant la nuit, un jour férié, un week-end ou dans des conditions de mauvais temps (à moins que les personnes concernées par l'expulsion forcée en ait décidé autrement) ?
- Est-ce qu'il a été garanti que les personnes expulsées ne se retrouvaient pas sans abri ou dans toute autre situation portant atteinte ou risquant de porter atteinte à leurs droits fondamentaux ?
- Est-ce que les moyens de recours juridiques ont été proprement mis à la disposition des personnes concernées (cela inclut les consultations juridiques et l'aide juridictionnelle) ?
- Est-ce que l'ensemble des personnes expulsées ont eu accès à une indemnisation équitable pour les biens personnels et réels perdus/affectés comme conséquence directe de l'expulsion forcée ?
- Est-ce que toutes les mesures nécessaires ont été prises afin d'assurer qu'une alternative de logement adéquat ou de relocalisation soit identifiée pour ceux qui n'ont aucune solution alternative ?
- Est-ce que toutes les mesures nécessaires ont été prises afin d'assurer qu'aucune forme de discrimination n'existe lors de l'expulsion forcée, c.à.d. à l'égard des femmes, des jeunes, des enfants, des personnes âgées, des personnes en situation de handicap, ou tout autre groupe de personne vulnérable ?

2- Aspect complémentaire : une évaluation à caractère raisonnable, solutions durables

Le non respect de ces standards internationaux conduit à la violation des droits de la personne ce qui peut prendre plusieurs formes : pas d'information claire transmise aux expulsés ; l'expulsion forcée est mise en œuvre de manière violente ou de toute autre manière inappropriée ; les personnes expulsées ne reçoivent pas ou reçoivent dans un délais déraisonnable l'information relative à leur expulsion forcée, deviennent sans abri ou souffrent de la détérioration de leur condition de vie ; rien n'a été prévu en terme de compensation ou de relocalisation ; et d'autres droits économiques et sociaux, mis à part le droit à un logement convenable, sont violés.

- Question 1 : est-ce que l'expulsion forcée est raisonnable ?

Cette évaluation peut notamment se baser sur l'analyse des critères suivants : un projet de développement ou autre avec la création de nombreux emplois est sur le point d'être mis en œuvre ou d'être réactivé ? Est-ce que le terrain sur lequel se trouve le foyer à expulser est dangereux (inondations, glissement de terrain, exposition aux intempéries) ?

- Question 2 : ce processus d'expulsion forcée s'inscrit-il dans une logique de retour accéléré ou d'une recherche de solution durable ?

Si tel est le cas, l'analyse doit se baser sur les étapes suivantes qui se fondent sur le *Cadre conceptuel sur les solutions durables pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays*⁸ (PDI). Dans ce sens, une solution durable est effective lorsqu'il y a :

- réintégration durable sur le lieu /quartier d'origine (ci-après désigné par le terme « retour ») ;
- intégration locale durable dans les zones où les PDI ont trouvé refuge (intégration locale) ;
- intégration locale dans une autre partie du pays (installation ailleurs dans le pays).

La recherche de toute solution durable pour les PDI doit être entendue comme :

- un processus, souvent à long terme, de réduction progressive des besoins spécifiques liés au déplacement et de respect de la jouissance des droits de l'homme sans discrimination ;
- un processus complexe qui cherche à remédier aux problèmes humanitaires, de reconstruction et de consolidation de la paix, de développement et de droits de l'homme ;
- un processus qui requiert l'engagement coordonné et rapide de différents acteurs.

Toujours selon le même cadre, un des critères pour déterminer si une solution durable a été appliquée est le fait que les personnes déplacées jouissent, sans discrimination, d'un niveau de vie suffisant à savoir à minima un abri, des soins de santé, de la nourriture, de l'eau et d'autres moyens de survie. Un niveau de vie suffisant exige qu'au minimum, les personnes déplacées aient accès de façon durable : i) aux produits alimentaires indispensables et à l'eau potable ; ii) à un hébergement de base ; iii) aux services médicaux de base, y compris les soins après des agressions sexuelles et autres soins de santé procréative ; iv) à l'assainissement ; et v) pour le moins à l'éducation primaire.

Dans ce contexte, « suffisant » signifie que ces biens et services minimaux sont :

- **Disponibles en quantité et qualité suffisante pour les personnes affectées** en gardant à l'esprit le contexte local. Par exemple, il peut arriver que l'on doive remettre en état des logements ou en construire de nouveaux pour les personnes déplacées à la recherche d'une solution durable, y compris si ces personnes optent pour leur intégration localement, pour leur installation ailleurs dans le pays ou pour leur retour, et cela alors qu'elles n'étaient pas propriétaires avant leur déplacement.
 - **Accessibles**, c'est-à-dire que les biens et services : a) sont accordés sans discrimination à tous ceux qui en ont besoin ; b) sont facilement accessibles en toute sécurité, sont matériellement et financièrement accessibles à tout le monde, y compris aux groupes vulnérables et marginalisés; et c) sont connus des bénéficiaires.
 - **Acceptables**, c'est-à-dire que les biens et services sont culturellement adaptés et respectueux de l'âge et du sexe.
 - **Adaptables**, c'est-à-dire que les biens et services sont fournis de façon suffisamment souple pour s'adapter à l'évolution des besoins des personnes déplacées.
- ❖ Ou au minimum, d'un niveau qui ne soit pas inférieur aux conditions de vie existantes au moment de l'expulsion forcée.

⁸ A/HRC/13/21/Add.4

ANNEXE 2 :

Mesures de protection et principes à prendre en considération dans le cadre d'un processus d'expulsion

Les garanties procédurales liées aux **standards internationaux des droits de l'homme** doivent être respectées à travers toute la procédure d'expulsion et de relocalisation (lorsque celle-ci est prévue) et cela suppose notamment la mise en œuvre de mesures de protection. De ce fait, la check-list⁹ suivante est structurée en 4 sections: (i) avant l'expulsion/relocalisation; (ii) pendant l'expulsion; (iii) voies de recours–relocalisation et/ou compensation; and (iv) aspects transversaux/dans tous les cas d'expulsions.

I. AVANT L'EXPULSION/RELOCALISATION ¹⁰

1.1. Explorer pleinement toutes les alternatives à travers la consultation et la participation

Standard international: Les autorités doivent explorer toutes les alternatives viables avec une consultation complète des personnes affectées avant toute décision d'entamer une procédure d'expulsion (avec pour objectif d'éviter ou du moins de limiter l'usage de la force)

Définition opérationnelle:

Tous les groupes et personnes qui pourraient être affectés, y compris les femmes, les enfants et les personnes en situation de handicap, ainsi que les personnes qui travaillent en leur nom, ont droit à l'information pertinente, à une consultation complète et à une pleine participation pendant tout le processus, et le droit de proposer des solutions de remplacement que les autorités doivent dûment examiner. Au cas où il serait impossible de parvenir à un accord entre les parties concernées sur une solution de remplacement, un organe indépendant ayant une autorité constitutionnelle, tel qu'une cour de justice, un tribunal ou un ombudsman, devrait être chargé de la médiation, de l'arbitrage ou de la décision, selon que de besoin.

Avant toute décision d'entamer une procédure d'expulsion, les autorités doivent démontrer que l'expulsion est inévitable et conforme aux engagements internationaux dans le domaine des droits de l'homme qui visent à protéger l'intérêt commun.

⁹ Un problème se pose couramment au niveau national lorsque les lois, procédures et directives nationales ne sont pas conformes aux standards internationaux. Les décisions de justice en faveur d'expulsions se reposant sur ces lois, procédures et directives nationales sont facilement interprétées comme légitimes bien qu'elles soient en opposition avec les standards internationaux et les obligations de l'Etat au regard du droit international. La présente check-list a été développée sur la base des documents de référence suivants: l'Observation générale no. 4 (1991) sur le logement convenable et à l'Observation générale no. 7 (1997) sur les expulsions forcées du Comité des droits économiques, sociaux et culturels ; Rapporteur Spécial sur le logement convenable : « Principes de Base et Directives concernant les Expulsions et les Déplacements liés au Développement », Annexe au rapport A/HRC/4/18. Cette check-liste a également pris en compte et partiellement incorpore l'information contextuelle et les questions développées par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH) dans son questionnaire « Evaluation des Expulsions Forcées » ciblant les Officiers des Droits de l'Homme et organisations traitant de la question des expulsions forcées ».

¹⁰ Dans les cas d'expulsions liées à des projets de développement notamment, les processus de planification devraient inclure les éléments ci-après: a) notification appropriée, à toutes les personnes qui pourraient être affectées, de ce qu'une expulsion est envisagée et qu'il y aura des audiences publiques sur les plans et solutions de remplacement proposés; b) diffusion efficace par les autorités, à l'avance, de l'information pertinente, notamment des registres fonciers et des plans complets de relocalisation proposés assortis de mesures spécifiques visant à protéger les groupes vulnérables; c) délai raisonnable pour l'examen public du plan proposé et la formulation d'observations ou d'objections; d) possibilités et mesures pour faciliter la fourniture de conseils juridiques, techniques ou autres aux personnes affectées, au sujet de leurs droits et options; e) tenue d'audiences publiques donnant aux personnes affectées et à leurs défenseurs la possibilité de contester la décision d'expulsion ou de proposer une solution de remplacement ainsi que d'exprimer leurs exigences et leurs priorités en matière de développement.

1.2. Information pertinente et notification appropriée

Standard international: Les personnes affectées ont le droit d'être informées dans un délai raisonnable de l'expulsion proposée et lorsque cela est applicable sur l'objectif alternatif pour lequel le terrain/le logement va être utilisé.

Définition opérationnelle:

Toute décision liée à une expulsion doit être annoncée par écrit, dans la langue locale, à toutes les personnes concernées, dans un délai raisonnable. L'avis d'expulsion doit contenir une justification détaillée de la décision, concernant notamment l'absence de solution de remplacement raisonnable (à la suite d'un processus de consultation détaillé plus haut et toutes les mesures prises et prévues pour minimiser l'impact négatif des expulsions). Un avis d'expulsion en bonne et due forme devrait autoriser et aider les intéressés à dresser un inventaire pour évaluer leurs biens immeubles, leurs investissements et leurs autres biens matériels qui pourraient subir des dommages. Les personnes visées par l'expulsion devraient également avoir la possibilité d'évaluer et de signaler les pertes non monétaires à compenser.

1.3. Voies de recours administratives et juridiques effectives

Standard international: Toutes les décisions finales devraient pouvoir faire l'objet d'un examen administratif et/ou judiciaire. Il faut en outre garantir aux parties affectées l'accès en temps voulu à un conseil, gratuitement si nécessaire.

Sur le terrain, les éléments à vérifier par rapport aux points 1.1, 1.2 et 1.3

- Les personnes vulnérables (femmes enceintes, enfants et jeunes, personnes âgées, personnes en situation de handicap...) ont-elles été identifiées ?
- Toutes les alternatives à l'expulsion ont-elles été examinées et dans le cas contraire, pourquoi ? Si oui, quelles sont ces alternatives ? Pourquoi celles-ci ne sont pas mises en œuvre ?
- Le plan de redéveloppement (lorsqu'il s'agit d'une expulsion liée à un projet de développement) a-t-il pris en considération la possibilité de réinstaller les expulsés sur le même lieu à la fin du projet ? [Ce qui signifie de réinstaller temporairement des personnes]
- Une évaluation des effets d'une expulsion forcée a-t-elle été réalisée ? Si oui, donnez des détails. [Quand, qui l'a menée, qui fut consulté, etc.]
- Existente-t-il des indicateurs, statistiques et données pour évaluer l'impact différencié des expulsions forcées sur les femmes, les enfants, les personnes âgées, les personnes en situation de handicap, les personnes malades ou sous traitement et autres groupes avec des besoins spécifiques ?
- Comment, quand et par qui les communautés ont-elles été informées du projet d'expulsion ? A quel point était facile d'obtenir les informations relatives au projet (s'il s'agit d'une expulsion liée au développement) et quel degré de transparence présentent-elles ?
- Les communautés ont-elles été consultées à une quelconque étape du processus ? En quoi le processus de consultation complète et transparente a-t-il consisté ? Quand et comment ? Par quelles autorités ? Toutes les communautés, une partie d'entre elles ou uniquement les représentants des communautés ? [Vérifiez le nombre et types de réunions qui ont été tenues Si possible, consultez les minutes ou les autres rapports qui montrent QUI a discuté de QUOI, COMMENT et QUAND.]
- Comment les communautés/personnes affectées ont-elles été notifiées de l'expulsion ? Sous quelle forme (écrite, orale, radio, etc.) ? Combien de temps à l'avance ? Dans une langue comprise par les personnes auxquelles l'information était destinée ?
- L'avis d'expulsion contenait-il la justification de la décision d'expulsion ? Explications relatives aux raisons ayant empêchées la mise en œuvre d'alternatives ? Information sur la relocalisation ?

Information sur la compensation adéquate ? Information relative aux recours juridiques disponibles et comment y avoir accès ? Si l'intérêt public supérieur a été invoqué (ou toute formulation similaire) par les autorités responsables, comment ce dernier a-t-il été défini ? Est-ce défini et réglementé par une législation spécifique ? Si uniquement utilisé et défini dans un cas précis, les communautés affectées ont-elles été consultées ?

- Quelles sont les voies de recours juridictionnelles ou administratives contre ces décisions ? Ont-elles été utilisées ? Sont-elles effectives et permettent-elles d'obtenir un recours dans un délai raisonnable ? Faciles d'accès ? Un organe indépendant ayant une autorité constitutionnelle, tel qu'une cour de justice, un tribunal ou un ombudsman, est-il intervenu dans le cadre d'une médiation, d'un arbitrage ou pour rendre une décision de justice ?
- Les individus et communautés affectées ont-elles accès à une assistance légale-gratuite si nécessaire ?
- Les personnes affectées ont-elles eu suffisamment de temps pour avoir accès aux voies de recours avant que l'expulsion n'ait lieu ?
- La procédure d'expulsion a-t-elle été suspendue lorsque la décision d'expulser faisait l'objet d'un recours ?
- Un inventaire en vue d'évaluer les biens immeubles, les investissements et les autres biens matériels qui pourraient subir un dommage ou être détruits a-t-il été fait ? Les pertes non monétaires ont-elles été incluses ?
- Les personnes affectées/ménages ont-ils reçu un soutien/compensation pour évacuer leurs biens matériels ? Les personnes affectées ou leurs représentants ont-ils été informés de l'existence de ces mesures ?
- Des solutions ont-elles été identifiées par et pour tous les IDPs avant l'expulsion ? Quelles mesures avaient été prévues pour éviter que les personnes affectées ne se retrouvent sans abri ou vulnérable à des violations d'autres droits de l'homme du fait de l'expulsion ? Les personnes affectées ou leurs représentants ont-ils été informés de l'existence de ces mesures ?
- Quelles mesures de relocalisation ont été prévues ? Les personnes affectées ou leurs représentants ont-ils été informés de l'existence de ces mesures ?
- Des consultations avec les personnes/communautés affectées sur le caractère approprié et adéquat du site de relocalisation ?
- Les conditions de vie dans le site de relocalisation sont-elles au minimum similaires à celles d'avant et conformes aux éléments de base du droit à un logement adéquat ? Y a-t-il un accès aux services de base ? Les moyens de subsistance des personnes affectées sont-ils garantis ? *En aucun cas leurs conditions de vie ne devraient s'aggraver.*
- Le site de relocalisation était-il complètement opérationnel avant que l'expulsion forcée n'ait eu lieu ?
- La relocalisation avait-elle été planifiée de façon à éviter la ségrégation et la marginalisation des communautés expulsées ?

II. PENDANT L'EXPULSION

2.1. Standard international: Prévenir la vulnérabilité aux violations des droits de l'homme

Définition opérationnelle:

Les expulsions ne doivent pas être exécutées d'une manière qui porte atteinte à la dignité ou aux droits fondamentaux à la vie et à la sécurité des personnes touchées. Les autorités doivent en outre prendre des mesures pour garantir que les femmes ne soient pas victimes de violence ni de discrimination fondées sur le sexe lors des expulsions, que les droits fondamentaux des enfants soient protégés, et que les personnes en situation de handicap ne soient pas discriminées et que leurs droits soient également garantis.

Tout usage légal de la force doit respecter les principes de nécessité et de proportionnalité, ainsi que les Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois, et tout code de conduite national ou local conforme aux normes internationales relatives au maintien de l'ordre et aux droits de l'homme.

Les autorités et leurs agents doivent prendre des mesures pour veiller à ce que nul ne fasse l'objet d'attaques directes ou aveugles ou d'autres actes de violence, en particulier contre les femmes, les enfants et les personnes vulnérables (personnes en situation de handicap, personnes âgées...), ou ne soit privé arbitrairement de ses biens ou de ses possessions à la suite d'une démolition, d'un incendie volontaire ou d'une autre forme de destruction délibérée, d'une négligence ou de toute forme de punition collective. Les biens et possessions abandonnés involontairement devraient être protégés contre la destruction et l'appropriation, l'occupation ou l'utilisation arbitraire ou illégale.

Afin d'assurer la protection du droit de jouir du meilleur état de santé physique et mentale susceptible d'être atteint, toute personne expulsée blessée, malade ou handicapée devrait bénéficier de tous les soins et traitements médicaux disponibles, le plus rapidement possible, sans distinction fondée sur des motifs non médicaux. Si nécessaire, les personnes expulsées devraient avoir accès à des services psychologiques et sociaux. Une attention particulière devrait être accordée:

- a) aux besoins en matière de santé des femmes, des enfants et des personnes vulnérables (personnes en situation de handicap, personnes âgées...), notamment l'accès à un personnel médical féminin si nécessaire, et à des services tels que des soins de santé génésique et des conseils adaptés aux victimes d'abus sexuels ou autres;*
- b) au fait qu'un traitement médical en cours ne doit pas être interrompu pour cause d'expulsion ou de relocalisation;*
- c) à la prévention des maladies contagieuses et infectieuses, y compris le VIH/sida, dans les lieux où les personnes expulsées sont réinstallées.*

Les autorités et leurs agents ne devraient jamais engager ou contraindre les personnes expulsées à détruire leurs propres logements ou autres constructions. Ils devraient toutefois leur en offrir la possibilité, car cela leur permettrait de récupérer plus facilement leurs possessions et le matériel de construction.

Au minimum, quelles que soient les circonstances et sans discrimination, les autorités compétentes doivent veiller à ce que les personnes ou les groupes expulsés, en particulier ceux qui ne sont pas en mesure de subvenir à leurs besoins, aient un accès sûr:

- d) aux denrées alimentaires de première nécessité, à l'eau potable et à l'assainissement;*
- e) à un abri ou un logement;*
- f) à des vêtements appropriés;*
- g) aux services médicaux essentiels;*
- h) à des moyens de subsistance;*
- i) à du fourrage pour le bétail et aux ressources foncières collectives dont ils dépendaient auparavant;*
et
- j) à l'éducation des enfants et à des structures d'accueil pour les enfants.*

2.2. Standard international: Les conditions de forme permettant de garantir le respect des normes relatives aux droits de l'homme incluent la présence obligatoire de fonctionnaires gouvernementaux ou de leurs représentants sur place pendant les expulsions.

2.3. Standard international: Les fonctionnaires gouvernementaux, leurs représentants et les personnes qui exécutent l'expulsion doivent se faire connaître des personnes qui vont être expulsées et présenter une autorisation officielle de procéder à l'expulsion

2.4. Standard international: Les expulsions ne doivent pas avoir lieu par mauvais temps, la nuit, pendant des festivals ou des fêtes religieuses, avant des élections ni pendant ou juste après les examens scolaires.

Sur le terrain, les éléments à vérifier relatives aux points de 2.1 à 2.4 :

- Quand l'expulsion a-t-elle eu lieu? (heure, date, celle-ci s'est-elle produite durant le mauvais temps, un jour férié officiel, etc.)
- Qui a exécuté l'expulsion forcée ? [dans *certaines cas, les forces de police scellent la zone, mais ce sont les travailleurs des compagnies privées et les bulldozers qui détruisent les maisons*]
- Une autorisation officielle pour procéder à l'expulsion a-t-elle été présentée ?
- Des observateurs et moniteurs neutres étaient-ils présents lors des expulsions (société civile, organisations internationales, etc.) ?
- Comment les expulsions ont-elles été entreprises ?
- Les autorités ont-elles fait usage de la violence ? [*Quel matériel a été utilisé ? Le principe de proportionnalité a-t-il été respecté ?*]
- La vie des personnes présentes a-t-elle été menacée durant l'expulsion ? [*Par exemple, les bulldozers détruisant les maisons alors que des personnes sont à l'intérieur de celles-ci*]
- Y a-t-il eu une résistance violente des personnes faisant l'objet de l'expulsion ?
- Des biens ont-ils été détruits pendant les expulsions ? [*ceci pourrait inclure les documents d'identification personnelle et autres documentation officielle, le bétail, etc.*]
- Des personnes faisant l'objet de l'expulsion forcée ont-elles été contraintes à détruire leurs abris ou leurs effets personnels elles-mêmes ?
- Des mesures ont-elles été prises en vue de protéger les biens et possessions abandonnés involontairement contre la destruction, l'appropriation ou l'usage illégal ?
- Des mesures ont-elles été prises en vue de s'assurer que personne ne soit victime d'actes de violence, en particulier les femmes et les enfants ?
- Quelles mesures ont été prises afin de minimiser les effets traumatisant d'une expulsion sur les enfants, les femmes, les personnes âgées, les personnes handicapées et les personnes malades ?
- Des vidéos, témoignages, etc relatif à l'expulsion sont-ils disponibles ?
- La procédure d'expulsion est-elle terminée ou d'autres expulsions sont-elles prévues ?
- L'expulsion ou la relocalisation a-t-elle entraînée des frais pour les personnes expulsées ?
- Les médias étaient-ils en mesure de couvrir librement et de façon impartiale, d'enquêter et de rapporter sur les événements ?
- Quelles mesures visant à fournir de la nourriture, de l'eau, un abri (en vue d'éviter que les personnes expulsées ne soient sans abri du fait de l'expulsion), des vêtements, des services médicaux ou autres services essentiels ?
- Les personnes affectées ont-elles été transportées avec leurs effets personnels sur le nouveau site de relocalisation ?
- Les autorités responsables opèrent-elles un suivi de la situation des personnes expulsées ? [*celles ayant été relocalisées, celles qui ne l'ont pas été, etc.*]

III. VOIES DE RECOURS

3.1. Standard international: Recours juridiques appropriés doivent être fournis (y compris l'accès à un conseil et une aide juridiques)

Définition opérationnelle:

Toute personne victime ou menacée d'une expulsion forcée a le droit d'accéder promptement à un recours. Parmi les recours appropriés figurent une audience impartiale, l'accès à un conseil, l'aide juridique (en particulier les personnes qui sollicitent une réparation auprès des tribunaux), le retour, la restitution, la relocalisation, la réadaptation et l'indemnisation, et ceux-ci doivent être conformes, le cas échéant, aux Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire.

3.2. Standard international: Assurer une relocalisation adéquate dans un logement alternatif et/ou assurer une indemnisation appropriée pour tout bien, personnel ou réel, qui a été affecté

Définition opérationnelle:

Si l'expulsion est inévitable, et nécessaire à la promotion de l'intérêt commun, le gouvernement et toutes les autres parties chargées d'assurer une indemnisation juste et un logement de remplacement suffisant, ou la restitution lorsque celle-ci est possible, doivent le faire immédiatement après l'expulsion, sauf en cas de force majeure. Une indemnisation devrait être accordée pour tout préjudice pouvant faire l'objet d'une évaluation économique, de manière appropriée et proportionnée à la gravité de la violation et aux circonstances de chaque cas comme, par exemple: la perte de la vie ou d'un membre; un préjudice physique ou mental; la perte de possibilités, notamment en matière d'emploi, d'éducation et de prestations sociales; des préjudices matériels et la perte de revenus, y compris la perte de la capacité d'obtenir un revenu; un préjudice moral; les coûts afférents à une assistance juridique ou à des services d'expert, à des médicaments et des services médicaux ou à des services psychologiques ou sociaux. L'indemnisation en espèces ne doit en aucune circonstance remplacer l'indemnisation réelle sous forme de terres ou de ressources foncières communes.

Toutes les personnes expulsées, qu'elles détiennent ou non un titre de propriété, devraient avoir droit à une indemnisation pour la perte, la récupération et le transport des biens concernés, en particulier leur logement d'origine et les terres perdues ou endommagées au cours de l'opération. L'examen des circonstances de chaque cas permettra d'offrir une indemnisation pour les pertes liées aux formes non officielles de propriété, telles que les logements situés dans des quartiers insalubres.

Les femmes et les hommes doivent être co-bénéficiaires de toutes les mesures d'indemnisation. Les femmes célibataires et les veuves doivent avoir droit à leur propre indemnisation.

Dans la mesure où les préjudices économiques ne sont pas couverts par l'aide à la relocalisation, leur évaluation doit tenir compte des pertes et coûts liés, entre autres, aux éléments ci-après: parcelles et structures de logement; contenu; infrastructures; hypothèques et autres dettes en cours; logement provisoire; frais administratifs et juridiques; logement de remplacement; perte de salaire ou de revenu; perte de possibilités en matière d'éducation; soins de santé et traitements médicaux; frais de relocalisation et de transport (en particulier en cas de relocalisation loin de la source de subsistance). Dans les cas où le logement et la terre constituent également une source de subsistance pour les personnes expulsées, l'évaluation de l'impact et des pertes doit tenir compte de la valeur des pertes commerciales, de

l'équipement et des stocks, du bétail, des terres, des arbres et des récoltes et de la perte ou de la diminution des salaires ou des revenus.

Les membres de la même famille élargie ou communauté ne doivent pas être séparés en raison des expulsions.

IV. ASPECTS TRANSVERSAUX/ DANS TOUS LES CONTEXTES

4.1. Standard international: Prendre les mesures appropriées pour qu'aucune forme de discrimination ne se produise lorsque des expulsions forcées sont en cours, i.e. vis-à-vis des femmes, des enfants, de jeunes, des personnes âgées, des personnes en situation de handicap, des populations autochtones, des minorités ethniques et autres, et des autres individus et groupes vulnérables

Définition opérationnelle:

Les femmes, enfants, jeunes, personnes âgées, les personnes handicapées et autres, et autres individus et groupes vulnérables sont tous affectés de façon disproportionnée par la pratique des expulsions forcées. Les femmes dans tous les groupes sont particulièrement vulnérables compte tenu des différentes formes de discrimination qui existent notamment en matière de droit à la propriété (y compris la propriété du domicile) ou des droits relatifs à l'accès à la propriété ou au logement, et leur vulnérabilité particulière aux actes de violence et aux abus sexuels lorsqu'elles n'ont plus de logement/abri. De même, certaines personnes âgées et personnes en situation de handicap sont elles aussi extrêmement vulnérables face à la capacité d'accès à la propriété ou au locatif de manière autonome : personnes seules, isolées et dépendantes.

ANNEXE 3 :

Informations sur aspects légaux des expulsions forcées en Haïti

Objectif : *Comprendre et maîtriser les détails légaux pratiques en rapport avec les expulsions forcées et réagir en temps réel sur le processus judiciaire engagé par les propriétaires contre les personnes déplacées.*

I. Liens entre droit international et lois internes

En vertu du caractère moniste du système juridique haïtien, tous les traités ratifiés par le l'Etat haïtien sont automatiquement transposés dans le droit interne (article 276-2 de la Constitution de 1987), y compris: le Pacte International sur les Droits Civils et Politiques (PIDCP) et la Convention sur les Droits de l'Enfant (CDE). De plus, la Constitution haïtienne, dans son article 19, fait expressément référence à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH). Les lois et codes nationaux fournissent des détails au cadre légal pour les expulsions forcées, ainsi allant plus loin que les lois internationales, et les précisant. La présente annexe explique la procédure légale à suivre dans le cas d'une expulsion, comme prescrite par la loi haïtienne.

Nota.- La procédure qui suit a rapport exclusivement aux terrains de particuliers, -c'est-à-dire privés, et ne peut pas être évoquée quand il s'agit d'un terrain appartenant aux domaines privé ou public de l'Etat et/ou des Collectivités territoriales. La médiation et la négociation sont, dans ce cas, les meilleurs outils.

II. Les droits des PDI en cas d'expulsion forcée selon la loi haïtienne

Selon le cadre légal haïtien, tout processus d'expulsion qui ne suit pas la procédure prescrite par la loi est illégale. En théorie, les PDI sont donc protégées par les principes suivants :

- Le propriétaire du terrain concerné (ou son mandataire) est obligé d'engager une action en justice, notamment par devant le Tribunal de Paix et le Tribunal de Première Instance ou Tribunal Civil. L'expulsion, en matière civile et privée, ne peut se réaliser qu'en vertu d'une décision de justice qui aura atteint l'autorité de la chose souverainement et définitivement jugée, c'est-à-dire une décision dont toutes les voies de recours sont épuisées ou frappées de forclusion. En d'autres termes une décision qui ne peut plus être attaquée auprès d'une juridiction supérieure.
- Chaque PDI a le droit d'être notifié par les canaux légaux appropriés de toute action intentée contre elle.
- Pour qu'une action légale puisse être intentée contre une PDI, la personne doit être nommée dans la plainte ou l'acte judiciaire ou extra-judiciaire.
- Toute expulsion d'une PDI d'un camp ne peut se faire qu'en présence d'un Juge de Paix qui doit donner l'entrée des lieux à l'huissier dans le cadre de l'exécution d'une décision du Tribunal de Première Instance. Il doit être muni de l'exequatur du Parquet.
- Chaque PDI a le droit de faire appel de tout jugement rendu à son encontre auprès de la juridiction de degré supérieur, jusqu'à la Cour de Cassation.
- Chaque PDI a le droit de demander référé de tout jugement en cours d'exécution contre elle, ce qui va suspendre l'exécution du jugement jusqu'à ce que le Juge des Référés statue sur la validité et la régularité de l'exécution.

Un jugement rendu contre les PDI ne peut être exécuté avant l'expiration du délai pour interjeter appel (30 jours francs) sauf s'il s'agit d'un jugement « sur minute » à l'encontre duquel des PDI peuvent demander un référé.

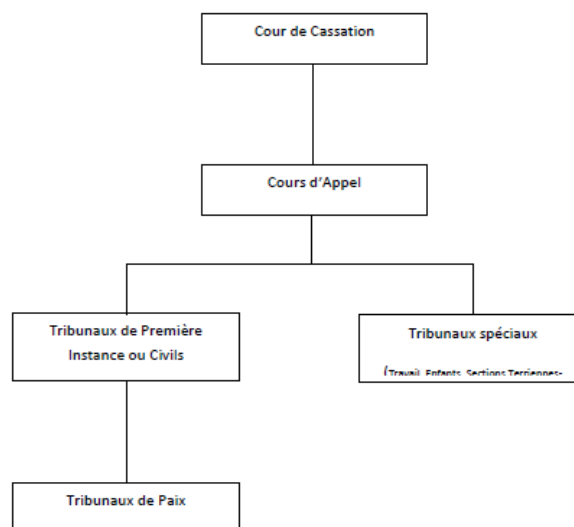
Un jugement rendu à l'encontre des PDI ne peut être exécuté avant 6:00 du matin, après 6:00 du soir, un dimanche, un jour férié officiel sauf permission expresse du juge.
Aucun acte criminel – y compris la destruction de la propriété – ne doit être commis en vue de procéder à l'expulsion forcée.

III. L'organisation judiciaire haïtienne et la procédure d'expulsion prescrite par la loi

La procédure devant être adoptée par le propriétaire (ou son mandataire) pour recouvrer son terrain est clairement détaillée par la loi haïtienne. Elle passe par l'intervention de nombreux acteurs et se fait dans les dix étapes décrites dans la section suivante. Avant d'aller dans les détails de la procédure légale, l'organisation judiciaire haïtienne est expliquée ici.

3.1. L'organisation judiciaire haïtienne

Le pouvoir judiciaire en Haïti est exercé par la Cour de Cassation, les Cours d'Appel, les Tribunaux de Première Instance, les Tribunaux Spéciaux qui traitent de questions spécifiques et les Tribunaux de Paix (art. 1 du décret du 22 août 1995).



Chaque Tribunal de Paix est composé d'un juge, d'un ou plusieurs suppléants juges et d'un ou de plusieurs greffiers (art. 82 Décret du 22 août 1995).

Le rôle spécifique du Juge de Paix dans les cas de menace d'expulsion forcée : Etant placé à la base de la structure de l'organisation judiciaire haïtienne, le Juge de Paix est le juge de proximité responsable des décisions judiciaires par rapport aux expulsions forcées des personnes vivant dans les camps. Mais ses

compétences sont limitativement déterminées par la loi. Ce qui fait du Tribunal de Paix une « Juridiction d'exception ». En aucun cas, le Juge de Paix ne peut trancher un litige portant sur le droit de propriété immobilière (art. 90 du Décret du 22 Août 1995 portant Organisation Judiciaire). En fait, le Juge de Paix est le Juge de conciliation. A cet effet, il a le pouvoir de faire tout ce qui n'est pas contraire à la loi pour porter les parties à trouver une issue négociée, c'est-à-dire une entente à l'amiable.

3.2. La procédure d'expulsion prescrite par la loi

1. Lettre d'invitation du Juge de Paix sous plainte du prétendu propriétaire et constat des lieux

- Le propriétaire du terrain peut demander à un Juge de Paix de solliciter - dans ses attributions gracieuses - la comparution du président ou de tous les membres du comité du camp.
- Dans la pratique, les propriétaires dans certains cas passent par le Tribunal de Paix pour inviter le comité du camp à se présenter par devant le Juge de Paix.
- Une telle invitation au président du camp peut se faire à n'importe quel moment (avant ou après le constat des lieux – cf. ci-dessous). Tout dépend de la façon dont le (prétendu) propriétaire procède.

A NOTER :

Le président du comité ne peut ignorer cette invitation. Par contre, il ne peut s'engager qu'à titre personnel n'ayant pas été investi d'un mandat pour agir au nom et pour le compte personnel des PDI (théorie de la représentation en droit).

- Le propriétaire fait appel à un Juge de Paix pour réaliser un constat des lieux.
- Le Juge vient sur les lieux, accompagné de son greffier et d'un ou de deux policiers plus le prétendu propriétaire ou ses avocats, pour constater les faits.
- Le Juge s'identifiera et expliquera la raison de sa présence sur les lieux.
- Le Juge rédige le procès-verbal (*article 35 Code de Procédure Civile*)

A NOTER :

A ce stade, le Juge de Paix vient seulement recueillir des informations, c'est-à-dire pour vérifier qu'il y a effectivement occupation de l'espace par des personnes dont il demandera l'identité.
→ Dans cette situation, la coopération des PDI et leurs représentants est conseillée.

2. Signification aux occupants du procès-verbal de constat

- Le propriétaire signifie copie du procès-verbal de constat, par voie d'huissier, à chaque occupant du terrain en lui intimant l'ordre de vider les lieux dans le délai de trois jours francs (équivalent de cinq jours ordinaires).

3. Signification de l'assignation à chacun des occupants

- Le propriétaire assigne chaque occupant à comparaître par devant le Tribunal de Première Instance du lieu du litige (l'assignation est un acte de procédure adressée par le propriétaire aux occupants par l'intermédiaire d'un huissier de justice, pour les inviter à comparaître devant un Tribunal de Première Instance et qui vaut conclusions pour le propriétaire.)

- L'assignation contiendra :

- 1) *La date, les noms, profession et domicile réel du propriétaire ; la constitution de son défenseur, s'il en a constitué. L'élection de domicile sera de droit au cabinet du défenseur constitué.....*
- 2) *Les noms, demeure et immatricule de l'huissier, les noms et demeure du ou des défendeurs et mention de la personne à laquelle copie de l'exploit sera laissée ;*
- 3) *L'objet de la demande, l'exposé sommaire des moyens sur lesquels elle est fondée ;*
- 4) *L'indication du Tribunal qui doit connaître de la demande et l'indication du délai pour comparaître, ainsi que l'heure de l'audience.*

Le tout, à peine de nullité.¹¹

Le délai de la comparution est de huit (8) jours francs (10 jours ordinaires).¹²

4. Signification de la sommation d'audience

- Huit jours après la signification de l'assignation, s'il n'y a pas eu constitution d'avocat par la partie défenderesse, le propriétaire fera signifier une sommation d'audience, acte par lequel il invite les occupants de son terrain à se présenter au Tribunal dans le délai de trois (3) jours.

5. Plaidoirie par devant le Tribunal de Première Instance

- Après la signification de l'assignation et de la sommation d'audience, le propriétaire fera enrôler l'acte d'ajournement (assignation) au greffe du Tribunal Civil¹³ où l'affaire sera plaidée pour être distribuée, c'est-à-dire le Doyen du Tribunal désignera le Juge qui aura à entendre le dossier. D'ordinaire, cela prend 2 à 5 jours.
- Lors de l'audience, l'affaire une fois évoquée par l'huissier de siège et retenue par la partie la plus diligente, est plaidée.
- Si le défendeur ne se présente, on requiert défaut contre lui, cela signifie que le Juge fait droit à la demande du propriétaire et ordonne l'expulsion des occupants.

6. Levée et signification de la décision du Tribunal Première Instance

- Entre la plaidoirie, le dépôt des pièces, le prononcé du jugement et la levée de la décision il peut être écoulé entre deux jours et un mois dans les conditions normales de fonctionnement de la justice, c'est-à-dire si les Juges sont réguliers, si la situation sociopolitique est calme et en fonction des méthodes de fonctionnement du Juge qui a entendu l'affaire.
- Il est aussi évident que la décision peut être prononcée séance tenante ou à huitaine (*Art 261 CPC, art. 76 Décret du 22 août 1995*). S'il s'agit d'un jugement par défaut, le Juge peut prononcer sa décision à l'audience suivante fixée à huitaine (art. 288 CPC).
- Dans la pratique, il arrive qu'un mois et même se soit écoulé avant que le Juge prononce la décision.
- La décision, une fois levée, doit être signifiée aux occupants du terrain, par un huissier commis, s'il s'agit d'un jugement par défaut (*art. 294 CPC*).

¹¹ Article 64 CPC

¹² Article 73 CPC

¹³ La loi ordonne la présentation de la sommation d'audience au moment de l'enrôlement de l'assignation. Faute de quoi, le greffier devra refuser de l'inscrire dans les rôles destinés à cet effet. Article 84 CPC, alinéa 8, Arrêt N° 1 du 27 novembre 1939, CPC Pierre Marie Michel, p. 32, op cit.

7. Publication du jugement dans un quotidien à grand tirage

- En cas de jugement par défaut, la loi fait obligation au propriétaire du terrain de le faire publier dans un quotidien à grand tirage s'il n'a pas été signifié à personne (*art 296 CPC, deuxième alinéa*)¹⁴.

8. Prise du certificat de greffe

- Une fois le jugement signifié à la partie adverse et publié, s'il n'y a pas eu de recours, c'est-à-dire opposition ou appel, la partie la plus diligente se rend au Greffe du Tribunal qui aura rendu la décision pour prendre un certificat de greffe dont le rôle est d'établir s'il y eu recours contre ladite décision.
- La partie demanderesse doit attendre d'une part, le délai de trente jours francs (délai d'opposition s'il y a eu défaut) et trente jours francs d'autre part (le délai d'appel)¹⁵.

9. Dépôt des pièces au Parquet aux fins d'exéquatur

- Le jugement¹⁶, l'exploit de sa signification, le certificat de Greffe, les titres de propriétés, l'extrait du journal et toute autre pièce du dossier doivent être déposés au Parquet auprès du Tribunal de Première Instance du lieu où le jugement aura été rendu dans le but de recevoir l'exéquatur (Art. 23 Décret du 22 août 1995).
- L'exéquatur est un document délivré par le Parquet, après vérification du respect de la loi pendant toute la procédure, dans lequel il demande à la Police Nationale de prêter maintes forces à la justice pour faciliter l'exécution du jugement.

10. Exécution du jugement

- Les formalités précédentes une fois remplies et la chose ainsi souverainement et définitivement jugée, la partie diligente bénéficiaire du jugement se rend sur les lieux, accompagnée d'un Juge de Paix, d'un huissier et de quelques agents de la Police Nationale, le cas échéant, de quelques manutentionnaires, pour procéder à l'expulsion des occupants.

A NOTER :

Quand le Juge de Paix revient sur le terrain cette fois pour donner l'entrée des lieux, maintenant il s'agit là de l'exécution d'une décision de justice. L'huissier informe les occupants du terrain que le Juge est là pour donner à lui et les policiers l'entrée des lieux.

→ A ce stade, l'ultime recours consiste à « demander référés », compte tenu du fait qu'il y a péril en la demeure, c'est-à-dire urgence et péril. Sauf qu'on ne peut pas demander le référé deux fois.

La procédure sus-décrite ne tient pas compte du cas où il y a contradiction, c'est-à-dire si les occupants ont pu être valablement représentés pendant toutes les phases de la procédure.

¹⁴ Cette mesure est prévue uniquement pour protéger la personne qui n'aurait pas eu connaissance de l'enclenchement de la procédure à son détriment et lui donne la possibilité de se défendre. Cette porte vise à protéger le justiciable contre tout vice au cas où l'autre partie voudrait tout faire à son insu.

¹⁵ Articles 296, 299, 300 et 354 CPC.

¹⁶ Il faut souligner que le jugement ainsi que l'exploit de signification doivent porter mention d'enregistrement de la DGI avant d'être déposés au Parquet.

IV. La réalité des pratiques observées dans les expulsions forcées

Les expulsions forcées, qui se sont déroulées à Port-au-Prince depuis le séisme, ont révélé la manque systématique du respect de la procédure légale sus-décrite. Au lieu de suivre les étapes prescrites par la loi, on observe l'application de différentes formes de menaces, souvent violentes, et usage de force physique, par les prétendus propriétaires fonciers ou leurs représentants. Toutes formes de menace et application de force physique initiée par le propriétaire sont illégales. Comme décrit ci-dessus, seuls les agents de la Police Nationale, accompagnés d'un Juge de Paix et d'un huissier, ont le droit d'utiliser la force – en cas où il y a résistance à l'exécution d'un jugement en faveur d'une éviction, dûment prononcée par un Tribunal de Première Instance. Les dispositions pénales relatives aux menaces pertinentes soulignent l'illégalité des pratiques courantes d'expulsions forcées observées en Haïti.

4.1. Menaces sans actes de violence de la part du prétendu propriétaire

La notion de menace désigne tout acte d'intimidation consistant, pour une personne, à inspirer à une autre la crainte d'un mal projeté contre sa personne, sa famille ou ses biens, par l'annonce (écrite ou verbale, publique ou privée) de la mise à exécution de ce projet. La menace est caractérisée par les traits suivants:

1. Intimidation: l'auteur cherche à intimider par n'importe quel moyen
2. L'objectif de l'intimidation vise à inspirer la crainte. Crainte de représailles, de violences verbales, psychologiques ou physiques
3. Et peut viser soit la personne concernée, sa famille, ses alliés ou ses biens.

La menace peut être verbale ou écrite et proférée soit en public ou en privé. Elle s'apparente parfois au chantage et est fort souvent suivie d'actes de violence. Le Code pénal haïtien prévoit et punit toute forme de menace et stipule les dispositions pénales suivantes :

Art. 250. - Quiconque aura menacé, par écrit anonyme ou signé, d'assassinat, d'empoisonnement, ou de tout autre attentat contre les personnes, qui serait punissable de la peine des travaux forcés à perpétuité, sera puni de la peine des travaux forcés à temps dans le cas où la menace aurait été faite avec ordre de déposer une somme d'argent dans un lieu indiqué, ou de remplir toute autre condition.

Art. 251. - Si cette menace n'a été accompagné d'aucun ordre ou condition, la peine sera d'un emprisonnement d'un an au moins, et de trois ans au plus.

Art. 252. - Si la menace faite avec ordre ou sous condition, a été verbale, le coupable sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an.

4.2. Menaces avec actes de violence de la part du prétendu propriétaire

La notion de violence est considérée, sur le plan pénal, comme tout acte d'agression de nature à porter atteinte à l'intégrité physique ou psychique de la personne contre laquelle il est dirigé.

Par sa nature illégitime, la violence est donc toute contrainte illicite, acte de force dont le caractère tient à la brutalité du procédé employé ou par effet d'intimidation, à la peur inspire (violence morale). Ses caractéristiques sont :

1. L'usage illicite de la force qui peut venir de civils armés d'armes blanches ou d'armes à feu ou de policiers en uniforme travaillant à la solde d'un particulier quelconque.
2. La brutalité accompagne toujours la procédure utilisée.
3. Cette brutalité peut être morale (intimidation, menaces) ou physique (atteinte à l'intégrité corporelle de personne).

La loi pénale haïtienne punit sévèrement les actes de violence envers autrui. Le contenu des articles suivants nous permettra d'en avoir une bonne idée :

Art. 254. - Tout individu qui volontairement aura fait des blessures ou porté des coups ou commis toute autre violence ou voies de fait, s'il est résulté de ces sortes de violence une maladie ou incapacité de travail de plus de vingt jours, sera puni d'un emprisonnement d'un an à trois ans.

Si les violences ci-dessus exprimées ont occasionné une mutilation, une amputation, ou la privation de l'usage d'un membre, la cécité, la perte d'un œil, ou d'autres infirmités permanentes, le coupable sera puni de réclusion. Si les coups portés ou les blessures faites volontairement, mais sans intention de donner la mort, l'ont pourtant occasionnée, le coupable sera puni des travaux forcés à temps.

Art. 255. - Lorsqu'il y aura eu préméditation ou guet-apens, la peine sera, si la mort s'en est suivie, celle des travaux forcés à perpétuité; si les violences ont occasionné une mutilation, une amputation, ou la privation de l'usage d'un membre, la cécité, la perte d'un œil ou autres infirmités permanentes, la peine sera celle des travaux forcés à temps; dans le cas prévu par le premier paragraphe de l'art. 254, la peine sera celle de la réclusion.

V. Suggestions de recours

En cas de menaces ou d'actes de violence, issues de la part du (prétendu) propriétaire foncier ou son représentant, qui visent l'expulsion des PDI du terrain qu'elles occupent sans avoir suivi les étapes prescrites par la loi, il est recommandé de prendre les mesures suivantes :

5.1. Défense légale

Tout au long du processus, dès la première menace d'expulsion, les PDI – individuellement ou via leur Comité du Camp - devraient essayer de faire intervenir un avocat pour les appuyer dans leur défense. L'avocat représentant les PDI doit prendre contact avec le propriétaire ou son représentant et expliquer que dans tous les cas il devrait suivre la procédure légale avant de pouvoir réaliser une expulsion qui ne constitue pas un acte criminel. Si le propriétaire est prêt à suivre la procédure légale, l'avocat des PDI assurera leur défense tout-au-long du processus. En vue de manques d'alternatives de logement pour les PDI à court et moyen termes, l'objectif principal de la défense légale sera de permettre aux PDI d'utiliser les recours légaux existant pour remettre en cause l'expulsion..

La défense par un avocat pourra être facilitée par une assistance légale fournie par des ONG travaillant dans ce domaine.¹⁷

¹⁷ Le Groupe de travail Logement-Foncier-Propriété peut fournir des informations sur les mécanismes existants en assistance légale, y inclus les contacts des organisations pertinentes.

5.2. Demande de soutien gouvernemental et des forces de sécurité

La première référence gouvernementale serait le Commissaire du Gouvernement qui est le chef de la poursuite pénale.

Si les actes de menaces ou de violences sont commises par des personnes qui ne font pas partie de la Police Nationale Haïtienne, il faut contacter le Commissariat de Police le plus proche du lieu de l'acte. D'où la nécessité de toujours avoir les numéros d'urgence de la Police Nationale Haïtienne en général et du poste de Police le plus proche, en particulier.

Si ces actes sont commis par des policiers en uniforme, il faut relever leur matricule et en faire part au Commissaire du Gouvernement qui mettra l'action publique en mouvement contre eux.

Il faut aussi informer l'UNPOL. Le numéro d'urgence d'UNPOL est : 113 ou 114

5.3. Alertes aux mécanismes internationaux de droit au logement

Rapporteur spéciale sur le logement convenable

Afin d'alerter les mécanismes internationaux de droit au logement, il est recommandé de présenter l'information et une plainte individuelle à la « Rapporteur spéciale sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant ainsi que sur le droit à la non-discrimination à cet égard ». La Rapporteuse, actuellement Mme. Raquel Rolnik, reçoit des informations sur les allégations de violations du droit à un logement convenable, y incluses des expulsions forcées.

La Rapporteuse a récemment visité Haïti et comprend donc la problématique actuelle. Dans les limites des ressources à sa disposition, elle peut écrire au Gouvernement ou à la Mairie concernée, soit conjointement avec d'autres titulaires de mandat des procédures spéciales ou séparément pour demander des clarifications et l'invitant à commenter l'allégation. Ces communications contiennent des rappels des obligations internationales contractées par le Gouvernement et demande, le cas échéant, des informations sur les mesures prises par les autorités pour remédier à la situation en question. La Rapporteuse prie instamment toutes les parties de répondre sans retard à ses communications et de prendre toutes les mesures nécessaires pour remédier aux situations découlant des violations du droit à un logement convenable.

La forme de communications à la Rapporteuse la plus appropriée dans le cas d'une menace d'expulsion forcée est l'appel urgent. Cet appel est utilisé dans les cas de violations alléguées pouvant causer des pertes humaines, mettre en danger des vies humaines, ou encore causer ou être

sur le point de causer aux victimes un préjudice très grave, qui ne peuvent être traités en temps voulu par la procédure des lettres d'allégation.

L'appel urgent doit être soumis à l'adresse suivante :

E-mail: urgent-action@ohchr.org

Fax: +41 22 917 90 06

ou par courrier :

OHCHR-UNOG

8-14 Avenue de la Paix

1211 Geneva 10

Suisse

ONG internationaux

De nombreuses ONG, nationales et internationales, travaillent dans les camps pour apporter des appuis en services sociaux de base. Ces ONG peuvent faire jouer leurs réseaux et leurs connaissances au niveau du Gouvernement et des autorités locales pour influencer le processus en faveur d'une approche légale fondée sur l'état de droit.

Plusieurs ONG internationales peuvent aussi lancer des pétitions à l'échelle internationale pour mettre de la pression sur les institutions nationales et internationales qui sont responsable pour la protection des PDI menacées par d'expulsion forcées.

ANNEXE 4 : Expulsion forcée - Formulaire de rapport d'incident

Il est recommandé de faire usage de ce formulaire au moment où l'on prend connaissance d'une menace de l'expulsion. Le but de ce formulaire est de fournir les informations pertinentes quant à un incident d'expulsion forcée. Les cas incluent toutes les catégories d'expulsions des sites de camp, notamment : (i) expulsés, (ii) en médiation, (iii) partiellement expulsés, (iv) résolu temporairement, (v) résolu et (vi) identifié.

Les informations fournies dans ce formulaire seront entrées dans une base de données par OIM, l'agence coordinatrice du Groupe Sectoriel CCCM. Elles seront utilisées pour développer des conseils stratégiques/politiques et pour le plaidoyer. L'OIM/CCCM va aussi mettre ces données à la disposition d'OCHA et du Group Sectoriel Protection pour faciliter les actions de suivi.

Merci de remplir les cases de façon détaillée et d'envoyer le formulaire complété par courrier électronique au CCCM : cccmhaiti@iom.int

Date de rapport :		
Lieu :		
Personne remplissant ce formulaire :		
CMO :		
Sources d'information :		
Type d'incident	Menace d'expulsion (indiquez date éventuelle)	
	Expulsion mise en œuvre (indiquez date et heure)	
	Expulsion évitée ou retardée	
	Compensation aux PDI (si oui, quoi et combien ?)	
	Autre (préciser)	
Justification officielle avancée par la/les personne (s) procédant à l'expulsion :		
Estimation du nombre de personnes expulsées ou menacées d'expulsion :		
Estimation du nombre de femmes chefs de foyers expulsées ou sous risque d'expulsion :		
Estimation du nombre de personnes vulnérables et dépendantes	Personnes en situation de handicap	
	Personnes âgées	
	Femmes enceintes	
	Enfants	
Procédures, droits, standards et normes respectées/ garanties procédurales ?	Oui	
	Non	
Informations concernant le présumé propriétaire	Nom et prénom	
	Coordonnées	
Circonstances de l'expulsion		

Le propriétaire du terrain a-t-il présenté une ordonnance délivrée par une autorité judiciaire compétente ?		Oui
		Non
Si oui, par quelle autorité ?		
Si non, une procédure judiciaire a-t-elle été régulièrement intentée contre les PDI ?		
Y a-t-il eu mise en demeure, c'est-à-dire avertissement de libérer le terrain ?		Oui
		Non
Si oui	Depuis combien de temps ?	
	Par qui ?	
Les PDI ont-elles été informées de la menace d'expulsion ?		Oui
		Non
Y a-t-il eu usage de la force ou menace de recours à la force ?		Oui
		Non
Si oui, s'agissait-il de	PNH ?	
	Civils armés ?	
Autres problèmes de protection identifiés :		
Qui a ordonné l'expulsion ?	Le Gouvernement	
	Le propriétaire du terrain	
	Les Nations Unies ou une ONG	
	Autre	
Les gens expulsés ont-ils pu emporter leurs possessions ?		
Ont-ils bénéficié de quelque soutien de la part d'une organisation ?	Transport des gens	
	Transports de leurs effets et possessions	
	Distribution de NFI	
	Autre	
	Rien	
Existent-il des solutions viables telles que le retour des déplacés chez eux ou de relocalisation alternative?	Oui	
	Non	
Si oui expliquer :		
Les solutions de retour/relocalisation existent-elles déjà ?		
Si oui selon quel degré, où et pourquoi ?		
Existe-t-il des obstacles au retour ou à la relocalisation dans une famille hôte ?		
Nom et coordonnées de l'Agence coordonnant ces activités		

ANNEXE 5 : Bonnes pratiques pour une négociation efficace

Objectif: *compréhension du processus de négociation, des bonnes pratiques et des risques potentiels.*

Acteurs participants dans la négociation relative aux expulsions forcées : comités de camps ; membres/ représentants de la communauté, chefs traditionnels (assurer la représentation et la participation des groupes vulnérables et marginalisés) ; propriétaires (si le propriétaire est représenté par une tiers personne il faut s'assurer que le propriétaire soit au courant du processus en cours, et que le représentant soit autorisé par le propriétaire et puisse s'engager à son nom) ; gestionnaires de camps (OIM et ONGI) ; représentants du gouvernement (local/national)

Caractéristiques d'une négociation: un processus de négociation se compose de plusieurs phases

1. Planification
2. Etape préliminaire
3. Etape d'ouverture
4. Etape exploratoire
5. Etape de clôture

La négociation est un processus complexe et qui prend du temps ; les résultats de la négociation peuvent inclure la réponse aux besoins des parties et la création d'une relation entre les parties. Pour cela, les parties doivent avoir la capacité et la volonté de modifier leur prise de position initiale.

IMPORTANT:

Lors d'une négociation d'expulsion forcée, le contexte, les problématiques de protection, les risques et les implications court et long termes doivent être constamment suivis de façon régulière et précise à tous les niveaux ; et les tactiques de négociation doivent être ajustées avec soin afin d'éviter les effets secondaires NÉGATIFS.

Quand s'engager dans une négociation?

Il faut se demander quels seraient les avantages d'obtenir un accord par rapport aux risques de ne pas agir / aux coûts d'une négociation. Cela implique qu'ils existent des situations où la seule option est la négociation (consulter le schéma des procédures opérationnelles standardisées). NE PAS s'engager dans une négociation avec une partie si les mêmes bénéfices peuvent être obtenus en négociant avec une troisième partie pour moins de coûts et/ou risques.

Equilibre de pouvoir : le pouvoir relatif des parties affecte les tactiques et les stratégies de négociation. Une négociation de haute qualité implique une bonne compréhension et utilisation de pouvoir. Vous pouvez faire face à deux types de pouvoir :

- Pouvoir de « monnaie » (capacité de fournir des ressources/options qui répondent aux besoins de l'autre partie) ;
- Pouvoir personnel (connaissance du processus de négociation/ niveau d'information à la disposition / savoir-faire / influence/ réputation/ attentes de la part des autres parties sur vos capacités/ confiance).

Un négociateur compétent avec peu de « pouvoir de monnaie » (ressources/options à échanger) est normalement une contrepartie forte face à un négociateur peu expérimenté, même si ce dernier a un niveau élevé de ressources/options (« pouvoir de monnaie »). Afin de renforcer votre pouvoir dans une négociation, vous devriez :

- Fournir un éventail de ressources/options qui satisfassent le plus grand nombre de besoins de la contrepartie ;
- Identifier les besoins cachés des autres parties et fournir les ressources adéquates pour les satisfaire ;
- Mettre en valeur vos ressources/options (insister sur le côté attrayant et sur la valeur ajoutée de vos ressources, en démontrant comment celle-ci contribuent à satisfaire les besoins de l'autre partie).
- Trouver des ressources alternatives à échanger ;
- Réduire votre niveau de dépendance (si vous avez d'autres options pour résoudre la situation des déplaces vous réduisez la marge de pouvoir de l'autre partie).

1. Etape de planification

Bien planifier votre négociation vous permet d'améliorer vos performances pendant la négociation et d'augmenter vos chances de succès. Afin de planifier de façon efficace une négociation il est conseillé de :

- A. Considérer un éventail large de résultats/options (en particulier ceux/ celles qui pourraient être soulevés par le propriétaire).
- B. Définir des objectifs en termes de limites maximum ou minimum que vous êtes disposées à envisager (un « plafond » et un « plancher »). Ne considérez pas seulement une option, cela ne fonctionnerait pas dans un processus de négociation.
- C. Se concentrer sur des sujets d'entente et sur les points en commun, et pas seulement sur les éléments de conflit.
- D. Faire attention à l'analyse du contexte, aux risques, aux problématiques de protection, aux implications de long terme et aux solutions durables pour les déplaces.
- E. Identifier les problématiques majeures et planifier les arguments pour chacune d'entre elles plutôt qu'avancer dans les arguments de façon séquentielle (par ex, « une fois étape A atteinte, je passerai à B ce qui me ramènera à C... » et si l'autre partie commençait avec C ?)
- F. S'informer vous autant que possible sur l'autre partie afin d'anticiper ses stratégies et ses tactiques (par ex les besoins, les attentes, le style, les pratiques passées, les délais et les contraintes).
- G. Séparer les faits des hypothèses (vos suppositions seront testées lors de la négociation : évitez de prendre vos pensées pour des réalités).
- H. Avant une négociation, considérer quelle serait la meilleure alternative à la négociation pour obtenir les résultats attendus (est-ce vous avez des options « autres », en dehors du processus de négociation ?)

2. Etape préliminaire

L'objectif est de créer un climat positif pour les prochaines étapes de la négociation, de s'accorder sur le fait que la négociation est choisie comme méthode de résolution des différences et de clarifier l'agenda et les règles du jeu. Comment favoriser un climat positif?

SI LES PARTIES SE CONNAISSENT DEJA:

- A. Discuter/ explorer/ résoudre les rancunes préexistantes (ex : détendre l'atmosphère avant de commencer les négociations) ;

B. Apaiser les sentiments négatifs que l'autre partie peut avoir.

SI LES PARTIES NE SE CONNAISSENT PAS ET LA NEGOCIATION EST LEUR PREMIERE INTERACTION:

- A. Etablissez un rapport positif;
- B. Bâissez la relation de manière constructive;
- C. Identifiez les valeurs en commun (ex : planifiez du temps pour les conversations informelles avant les réunions formelles/ ou déjeunez ensemble avant la négociation).

LES QUESTIONS A SE POSER AVANT L'ETAPE PRELIMINAIRE

- A. Quels sont les intérêts communs des parties ?
- B. Quelles actions spécifiques vont favoriser la création d'un climat positif?
- C. Agenda et ordre du jour : quelles problématiques sont à soulever ? Est-ce que votre contrepartie voudra soulever des problématiques différentes des vôtres ? Comment les gérer ? Il y a-t-il une ou plusieurs points sur l'agenda ? Dans ce cas, est-ce que les problématiques doivent être soulevées toutes dans la même négociation ? Il y a-t-il des problématiques interdépendantes ? (Dans ce cas les inclure dans l'agenda). Est-ce qu'un compromis est possible ? Faut-il prioriser les sujets de l'ordre du jour ? Combien de temps consacrer à chaque sujet ? Les alternatives disponibles sont-elles claires dans le cas où la négociation soit sans issue ? Pouvez-vous vous permettre de finir dans une impasse ?
- D. Règles du jeu : Est-il souhaitable de s'arranger quant au lieu/ la langue/ le cadre de la réunion, les participants supplémentaires, les observateurs ? Quelle forme doit prendre l'accord (par ex. lettre d'entente/contrat/poignée de main) ? Combien de temps le processus va-t-il durer ? Est-il nécessaire de fixer un délai/ exercer de la pression sur l'autre partie à ce sujet ? Comment gérer la pression/les tactiques dilatoires de l'autre partie ? Est-il nécessaire d'informer d'autres acteurs sur le statut de la négociation ?

Pour un déroulement positif de l'étape préliminaire, il est recommandé de:

- 1. Commencer la négociation concentrés et en bon équilibre émotif ;
- 2. Clarifier et neutraliser toute rumeur/mauvaise information sans critiquer l'autre partie ou diffuser des facteurs qui pourraient créer un climat négatif ;
- 3. Articuler les objectifs partagés et illustrer les terrains d'entente : attirer l'attention de l'autre partie et favoriser son intérêt dans la négociation ;
- 4. Eviter la provocation pour éviter la spirale « défense/attaque » ;
- 5. Etre clair sur ses valeurs, mais les affirmer sans agressivité ;
- 6. Obtenir l'accord sur le fait que la négociation sera le processus choisi pour la résolution du problème ;
- 7. Le choix de ne pas négocier sur certaines questions doit être stratégique ; il faut s'assurer que les questions à aborder soient négociables (rappel : certains négociateurs utilisent la technique du « non-négociable » pour augmenter l'importance de certaines concessions) ;
- 8. Eviter une transition prématurée de l'étape préliminaire (ne pas bien clarifier l'ordre du jour et les règles du jeu vous fera perdre du temps plus tard et peut entraver l'établissement d'un climat positif recherche).

3. Etape d'ouverture

Les objectifs sont de définir la nature et les paramètres du conflit, d'identifier et exprimer les positions respectives et les attentes des deux parties, et tester la fermeté et la flexibilité de la position de l'autre partie.

Afin d'élaborer et présenter une bonne position d'ouverture, il est conseillé de:

- A. Commencer avec une position d'ouverture qui ne reflète pas le compromis et soit claire (éviter d'utiliser plusieurs « monnaies d'échange » car cela peut créer de la confusion auprès de la contrepartie ou faire perdre du temps) ;
- B. Présenter les points les plus forts, et ne pas divulguer les plus faibles et ne pas « diluer » votre position (car les points les plus faibles sont susceptibles d'être attaqués) ;
- C. Etre confiant et sûr de soi-même (l'opposé de la fermeté est la flexibilité) : votre ouverture doit être claire, et suivre une ligne droite. Enoncez-la avec conviction et dans un langage qui reflète votre fermeté/flexibilité et qui soit soutenu par un raisonnement logique approprié et évident (répétez le discours jusqu'à pouvoir le présenter de façon confiante. Si vous ne pouvez pas, modifiez-le). Ne pas utiliser les « peut-être ».
- D. Enoncer votre position d'ouverture de préférence avant l'autre partie. Cela montre que vous avez planifié votre intervention et que vous êtes à l'aise avec cette position, ce qui peut influencer les attentes de l'autre partie ou déterminer sa position (ex : un acheteur proposant 10% de moins de ce que vous aviez demandé)
- E. Si nécessaire, répéter votre position afin que la contrepartie sache que vous êtes sérieux.
- F. Présenter des demandes d'ouverture appropriées : le plus vous demandez, le plus vous allez obtenir, mais des demandes trop élevées peuvent mener à une impasse ou au retrait de l'autre partie, ce qui pourrait être inacceptable dans un contexte d'expulsion (une ouverture plus modérée vous rend plus crédible et raisonnable mais il est possible que vous obteniez moins).
- G. Si vous n'avez pas de confiance en votre contrepartie, visez plus haut afin de vous laisser un espace de manœuvre plus large dans le cas où vous vous retrouveriez sous pression.
- H. Si vous n'êtes pas assez préparé (ex : manque d'information nécessaires sur le contexte), considérez l'option de ne pas ouvrir ou de retarder le début de la négociation, si cela est possible/approprié.

Recommandation pour répondre correctement à une ouverture :

- 1. Comprendre avant de répondre (rappelez-vous que 'comprendre' ne veut pas dire 'accepter'). Ne pas répondre tout de suite à une proposition avec une contre-proposition (les contre-propositions immédiates sont perçues comme des désaccords/obstacles plutôt que comme des véritables propositions ; l'autre partie est probablement moins réceptive à une nouvelle option après en avoir suggérer une).
- 2. Tester la fermeté : a) demander des justifications/ des explications concernant la logique du raisonnement de votre contrepartie ; b) demander de répéter la position (souvent les négociateurs peu expérimentés « baissent » leur position d'ouverture lorsqu'on leur demande de la répéter) ; c) Enoncer que c'est trop ou pas assez élevé et faire attention à la réaction de l'autre partie ; d) Si vous êtes en désaccord, expliquez d'abord les raisons et ensuite spécifiez que vous n'êtes pas d'accord (« ... c'est pour ces raisons que je suis en désaccord avec vous », plutôt que : « Je suis en désaccord avec vous pour les raisons suivantes ») ; e) Eviter des concessions unilatérales ; f) Si vous êtes surpris par l'ouverture de votre contrepartie, il est peut-être nécessaire de rassembler plus d'information avant de continuer.

S'il existe des préoccupations en ce qui concerne des risques potentiels de protection pour les populations affectées en relation avec le comportement du propriétaire :

- 1. Faites preuve de patience face aux demandes non raisonnables, évitez les discussions/conflits non productifs ;
- 2. Evitez autant que possible de négocier face à des positions outrageuses : la contrepartie pensera que vous êtes prêts à faire des concessions pour préserver la relation et cela peut renforcer la confiance de l'autre partie.

4. Etape exploratoire

Les objectifs sont d'identifier les besoins « cachés » (les motifs qui se cachent sous les prises de position et l'importance relative des besoins de l'autre partie), et d'identifier/tester la valeur des ressources alternatives qui pourraient être échangées (autres moyens pour satisfaire les besoins des autres et les vôtres, la valeur ajoutée relative de vos ressources/options). NE PAS supposer que l'autre partie a les mêmes besoins que vous avez identifiés ou ressentis.

Afin de gérer de façon efficace l'étape exploratoire, il est conseillé de:

- A. Décider à l'avance quelles sont les questions que vous voulez poser ;
- B. Ecouter attentivement les réponses et poser des questions de suivi appropriées ;
- C. Tester la valeur de ressources/options qui pourraient potentiellement être échangées ;
- D. Ne pas dénigrer, dévaluer vos propres ressources ;
- E. Lors de l'identification des besoins cachés : toujours se demander « est-ce que j'ai raté quelque chose ? » ;
- F. Tester la compréhension de l'autre et résumer fréquemment pour éviter les malentendus ;
- G. Utiliser la technique « arbitrary mirroring » : paraphraser les déclarations de l'autre partie en leur donnant plus de force et obtenir d'éléments ultérieurs de réponse : « Donc, si j'ai bien compris vous m'avez dit que cette option était irréalisable ? » ;
- H. Exposer ses besoins pour encourager l'autre partie à révéler des informations similaires (faites le premier pas/ calculez le risque pour voir si l'autre partie fait à son tour des révélations) ;
- I. Souvenez-vous : un besoin peut être la face visible de l'iceberg, le besoin que vous identifiez peut être un besoin secondaire ; il est nécessaire de comprendre quels sont les besoins prioritaires de votre contrepartie (« Vous avez mentionné plusieurs besoins importants. Lequel est le plus important ? ») ; les ressources ont de la valeur dans la mesure où elles satisfont des besoins : que pouvez-vous faire pour satisfaire les besoins de votre contrepartie ? Poser des questions et écouter attentivement sont deux éléments essentiels pour trouver/tester des options (« Est-ce X ou Y le plus important pour vous ? »). Soyez attentifs aux sens derrière les mots/testez les implications sous-jacentes.

5. Etape de clôture

L'objectif de cette étape est de structurer l'accord en faisant le lien entre ressources et besoins (jusqu'à ce que l'une ou les deux parties trouve un accord) et en établissant un « contrat » (en testant la compréhension, en mettant l'accord dans une forme appropriée, en planifiant les actions nécessaires pour assurer la mise en œuvre de l'accord, en clarifiant les responsabilités respectives des parties et le « qui fait quoi ou », en révisant les termes de l'accord).

Pendant cette phase, les problèmes restants sont identifiés et résolus, les obstacles existants ou potentiels qui peuvent nuire à la mise en œuvre de l'accord sont testés et résolus. Les obstacles potentiels peuvent être les suivantes :

- 1. Des préoccupations non résolues d'une des parties concernant l'accord ;
- 2. Le fait que l'accord ne réponde pas aux besoins ;
- 3. Le fait que les activités contenues dans l'accord ne sont pas réalisables dans la pratique ;

Gérer la pression pendant l'étape de clôture :

Une partie peut essayer d'utiliser des tactiques dilatoires ou la menace d'une impasse pour tirer des avantages de la dernière minute. Essayez autant que possible de ne pas laisser votre contrepartie utiliser ce moyen de coercition. Considérez les conséquences d'un échec dans la négociation avant de devoir y faire face. Meilleures seront vos alternatives, moins vous allez être vulnérable lors de la négociation.

Afin de gérer de façon efficace l'étape de clôture, il est conseillé de :

1. Investiguer les ambiguïtés: si l'anxiété d'obtenir un accord prévaut, l'accord a plus de chance d'échouer pendant sa mise en œuvre (revoyez-le et prévoyez des temps de révision avant de laisser la table des négociations) ;
2. Clarifier : qui fait quoi quand et comment ? Votre comportement en matière de concessions influence le comportement de l'autre partie : évitez des concessions unilatérales (si vous donnez quelque chose, demandez quelque chose en retour). Ne vous précipitez pas et évitez de faire des concessions sous pression (éviter les grosses concessions à la fin d'une négociation pour respecter les délais : si vous faites des concessions sous pression, l'autre partie va intensifier la pression). Ne faites pas la première concession, surtout sur des questions majeures. Faites des concessions de plus en plus petites au fur et à mesure que la négociation procède.

Il y a trois niveaux de difficultés dans la gestion de la négociation :

Niveau un: l'autre partie a une bonne compréhension du processus de négociation et elle est coopérative (dans ce cas, la négociation devrait facilement réussir) ;

Niveau deux: l'autre partie est coopérative mais ne connaît pas bien le processus de négociation/ est inexpérimentée/ ne suit pas un schéma précis ;

Niveaux trois: l'autre partie a une bonne compréhension du processus de négociation, suit un schéma précis, mais elle a une attitude conflictuelle (niveau le plus difficile).

Comment négocier à un niveau 2: (l'autre partie n'a pas de plan, agit de façon intuitive: son comportement est difficile à prévoir): l'autre partie vous suivra si elle est convaincue que la façon dont vous mener la négociation n'ira pas à son désavantage. Comment ?

- A. Présentez de façon positive vos valeurs et votre approche (partager les lignes guide que vous souhaiteriez suivre et qui seraient bénéfiques aux deux parties; étendre l'étape préliminaire ; partager votre optimisme/savoirs sans vous positionnez en tant que chef et sans représenter une menace) ;
- B. Si la partie est timide et/ou elle n'a pas d'expérience, ou si elle est mal à l'aise avec inconfortable avec les relations conflictuelles : expliquez que les négociateurs sont censés avoir des positions conflictuelles, « les besoins dictent les positions » (il n'y a pas de bons et de méchants dans une négociation, il y a seulement des personnes avec des besoins différents) ;
- C. Adoptez (différent d'accepter) leur perspective : « Si nous étions dans votre position, j'imagine que nous demanderions... »

Comment négocier à un niveau 3: (contrepartie expérimentée et conflictuelle). Dans cette situation, vous avez les options suivantes:

- A. Adoptez la stratégie de l'autre partie (soyez conflictuel vous aussi): lorsque l'échec s'approche : « pourquoi ne pas essayer une autre approche ? » (l'autre partie peut être plus réceptive à un changement d'attitude) ;
- B. Refusez de poursuivre la stratégie de l'autre partie : refusez de commencer les négociations jusqu'à ce que les règles du jeu vous conviennent ; arrêtez les négociations quand le comportement de l'autre partie devient inacceptable pour vous ; appliquer de la pression : vous n'aboutirez pas à un accord à moins que l'autre partie ne change d'approche ; désengagez-vous (si possible et approprié) ; impliquez une troisième partie en tant que médiateur/conseiller.

Considérez attentivement les risques et conséquences potentiels de chacune de vos approches avant de les adopter.

Recommandations pour toutes les étapes de la négociation :

- Evitez l'utilisation de mots ou phrase qui peuvent être irritantes et qui auront une valeur négligeable dans la persuasion de l'autre partie (ex : « mon offre généreuse, ma proposition raisonnable ») ;
- Approchez le problème de façon collaborative, apportez des informations constructives pour l'autre partie, donnez des explications rapides et précises sur vos motifs et soyez prêts à vous adapter aux différentes situations/ changements de contexte ;
- Faites preuve de sensibilité culturelle et prenez en compte les perceptions sous-jacentes relatives au statut économique et social, à l'origine culturelle, au genre, à l'âge etc. ;
- Adaptez votre langage corporel à la situation: maintenez une position et un contact visuel ouverts et non menaçant, une gestualité appropriée, une bonne posture, et habillez-vous avec des vêtements culturellement appropriés ;
- Ecoutez, et soyez certains de comprendre ce que l'autre dit : ne pas interrompre, laisser finir, démontrer que vous écoutez en résumant les propos de l'autre partie avec vos propres mots et montrer que vous comprenez le raisonnement de votre contrepartie. Utilisez des expressions verbales courtes : « je vous écoute, je vérifierai » ;
- Soyez prêt à désamorcer une situation : ne perdez pas votre calme. Si la tension monte, prenez une pause pour que tout le monde se calme ;
- Evitez la spirale « attaque/défense ».

A NE PAS FAIRE pendant une négociation :

- N'essayez pas de « piéger » l'autre partie : vous risquez de perdre votre crédibilité ;
- Ne cachez pas votre position (simuler le désintérêt pour obtenir un meilleur accord) si vous avez à faire à des négociateurs expérimentés ;
- N'allez pas tout de suite au cœur du problème central de la négociation : ne ratez pas les opportunités de renforcer les relations, il est plus difficile de créer un climat positif une fois que les problèmes majeurs ont été abordés ;
- N'essayez pas de défendre simultanément les positions des deux parties, il vaut mieux laisser l'autre partie définir et défendre ses propres intérêts et vous concentrer sur les vôtres ;
- Ne négligez pas les idées « originales », parfois il faut faire preuve de créativité pour obtenir des résultats : explorez les options avant de les écarter, elles pourraient fonctionner ;
- Vous ne savez jamais quand vous avez atteint le meilleur résultat possible de la négociation, travaillez donc pour le meilleur résultat qui est possible obtenir (soyez réalistes) ;
- Vous devez savoir ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas ;
- N'entrez pas dans des considérations de type « on aurait pu » après la conclusion d'un accord , notamment à propos des concessions faites.

Ne supposez pas que l'accord soit la fin du conflit: l'accord doit être suivi et les parties doivent s'engager dans sa mise en œuvre de façon constante.

ANNEXE 6 :

Arguments socio-juridiques et techniques en appui à la médiation

Objectif : *identification d'un certain nombre d'arguments se fondant entre autres sur le droit haïtien ainsi que sur le droit international et les principes internationaux des droits de l'homme pouvant appuyer les efforts entrepris par les acteurs de terrain en vue notamment d'obtenir un délai supplémentaire et/ou inciter le propriétaire à la médiation en cas de menace d'expulsion. Un incident, une menace, un risque d'expulsion forcée implique toujours un certain « rapport de forces » : votre rôle en tant que médiateur est d'essayer d'utiliser, de façon la plus adaptée au contexte local, ces « arguments » afin de trouver un nouvel équilibre au niveau des rapports de force qui sont le plus souvent défavorables aux PDI.*

A NOTER :

Si vous êtes amené à jouer un rôle de médiateur, notez bien que vous n'êtes pas là pour négocier au nom d'une quelconque partie et que vous n'êtes pas habilité à représenter légalement quelque partie que ce soit. Il est important d'attirer l'attention de toutes les parties, dès le début de la médiation, sur ce qu'est votre rôle en vous fondant notamment sur les éléments développés plus bas et clarifier sans ambiguïté qu'en tant que médiateur, vous n'êtes nullement en mesure de déterminer qui a raison et qui a tort.

1. Droits des PDI dans le cadre d'un processus d'expulsion

Il est important de noter que selon le cadre légal haïtien, les PDI sont protégées par les principes suivants et tout processus d'expulsion qui ne suit pas la procédure prescrite par la loi est illégal.

- L'expulsion ne peut se réaliser qu'en vertu d'une décision de justice.
- Chaque PDI a le droit d'être notifié par les canaux légaux appropriés de toute action intentée contre elle. La PDI doit être nommée dans toute action intentée à son encontre.
- Pour qu'une action légale puisse être intentée contre une PDI, la PDI doit être nommée dans la plainte ou l'acte judiciaire ou extra-judiciaire.
- Chaque PDI a le droit de faire appel de tout jugement ou toute décision de justice rendu/e à son encontre auprès de la juridiction compétente saisie, jusqu'à la Cour de Cassation.
- Chaque PDI a le droit de demander un référé de tout jugement en cours d'exécution contre elle, ce qui va suspendre l'exécution du jugement jusqu'à ce qu'un Juge des Référés statue sur la validité de la décision d'exécution; la PDI pourra encore faire appel de cette décision auprès de la Cour de Cassation (sauf si l'ordonnance du Juge des Référés est exécutoire sur minute, c'est-à-dire sans qu'on ait besoin de la signifier (communiquer) à l'autre partie).
- Un jugement rendu contre les PDI ne peut être exécuté avant l'expiration du délai pour interjeter appel (30 jours francs) sauf s'il s'agit d'un jugement exécutoire « sur minute » à l'encontre duquel des PDI peuvent demander un référé.
- Un jugement rendu à l'encontre des PDI ne peut être exécuté avant 6:00 du matin, après 6:00 du soir, un dimanche, un jour férié officiel sauf permission expresse du juge. Ce qui n'est pas toujours applicable en matière immobilière.
- Toute expulsion d'une PDI d'un camp ne peut se faire qu'en présence d'un Juge de Paix qui doit donner l'entrée des lieux à l'huissier dans le cadre de l'exécution d'une décision du Tribunal de Première Instance. Il doit être muni de l'exequatur du Parquet.

- Aucun acte criminel – y compris menace (verbal ou écrit), brutalité, voies de fait ou sévices corporels) ou la destruction de la propriété – ne peut être commis en vue de procéder à l’expulsion forcée.

2. Éléments (non exhaustifs) permettant d’identifier si un propriétaire a entamé une action légale contre les personnes occupant son terrain

Selon la loi, le propriétaire du terrain concerné (ou son mandataire) est obligé d’engager une action en justice. Les observations suivantes permettent d’établir si le propriétaire a bien suivi la démarche obligatoire (pour plus de détails, voir l’annexe 3 sur les aspects légaux) :

- Si le propriétaire a fait appel à un Juge de Paix, celui-ci vient faire le « Constat des Lieux », c.à.d. attester de la présence des PDI sur le terrain dudit propriétaire. Le Juge sera accompagné d’un greffier et parfois de plusieurs policiers en uniforme. Le Juge s’identifiera et exposera la raison de sa présence. Ensuite, le Juge de Paix dresse un procès-verbal. Selon le cas, il pourra demander certaines informations aux PDI, comme leur identité, la durée de leur présence sur les lieux, la personne qui leur a autorisé à occuper le terrain, etc.
- Le propriétaire introduit une action en justice et assigne par voie d’huissier les PDI (souvent à travers leur comité) à comparaître devant le tribunal. L’assignation contiendra notamment le nom du demandeur et du défendeur, l’objet de la demande, l’exposé sommaire des moyens, la date et l’heure de l’audience. Le délai de comparution est de huit jours francs, c’est-à-dire dix jours ordinaires.

3. Arguments pouvant appuyer les efforts envers la médiation

1. Appeler les parties à ne pas recourir aux menaces et à la violence qui sont des **délits condamnés par les articles 250 et suivants du code pénal haïtien**. Rappeler le principe général de droit selon lequel **nul ne peut se faire justice à soi même**.
2. Les PDI et propriétaires sont des citoyens haïtiens ayant des droits garantis par la Constitution haïtienne¹⁸. Néanmoins, les propriétaires ne peuvent pas procéder à une expulsion des personnes occupant leurs terrains, en dehors du cadre prescrit par la loi. Selon l’article 36-3 de la Constitution, la propriété entraîne également des **obligations**. Il n'en peut être fait un **usage contraire à l'intérêt général**.
3. **Un contexte d'état d'urgence** exige souvent des mesures spéciales et la participation de tous les acteurs de la société pour trouver des solutions aux problèmes générés par cette crise. Le droit à la propriété privée est évidemment reconnu, comme le préjudice subi par les propriétaires qui voient leur terre occupée. Cependant, les PDI ont aussi des droits reconnus nationalement (voir l’annexe 3 sur les aspects légaux si vous voulez citer les articles), dont l’interdiction des immixtions arbitraires ou illégales dans leur vie privée, le droit à la vie de famille, le droit au domicile/résidence etc.
4. Dans un contexte de crise humanitaire et d’urgence (la loi d’état d’urgence du 19 janvier 2010, pour 18 mois, est toujours en vigueur) comme celle que nous vivons encore, quand il y a ce type de situation de « choc de normes », droits contre droits, en droit international, c’est la clause et **l’interprétation la plus favorable aux personnes les plus vulnérables qu’il conviendrait d’appliquer en priorité**.

¹⁸ Art 19- droit à la vie, à la santé, au respect de la personne humaine, à tous les citoyens sans distinction, conformément à la Déclaration Universelle des Droits de l’Homme ; art. 22 pour le logement convenable et art. 36 pour le droit de la propriété ; ainsi que art. 7 para 16 de la loi sur l’état d’urgence.

5. Rappeler que l'Etat a l'impérieuse obligation de relocaliser les familles affectées par les cataclysmes naturels, de les reloger dans des espaces décents et plus appropriés tout en respectant leurs droits et leur dignité¹⁹. Et que l'article 7 para. 16 de la Loi sur l'état d'urgence stipule que « le Gouvernement peut réquisitionner aux fins de l'assistance d'urgence des moyens supplémentaires de secours et lieux d'hébergement appartenant à des personnes privées si les moyens logistiques dont disposent les pouvoirs publics ne suffisent pas »²⁰. En ce sens, les propriétaires devraient être légalement sollicités par l'Etat pour contribuer en acceptant temporairement cette mise à disposition *de facto* de leurs terres, et en suspendant les expulsions pendant le temps nécessaire pour trouver des solutions pour les PDI.
6. Sécuriser les propriétaires dans leurs droits et apaiser leurs revendications, recommander d'autres alternatives à une action en justice telle que, par exemple, la mise sur pied de comités de conciliation qui, aux yeux des personnes impliquées dans le conflit ont valeur d'autorité et de reconnaissance par la qualité, la notoriété et l'intégrité des gens mis en place à titre de médiateurs.

4. Arguments supplémentaires basés sur le droit international et les principes internationaux relatifs aux droits de l'homme

1. L'« expulsions forcée » s'entend de l'éviction permanente ou temporaire, contre leur volonté et sans qu'une protection juridique ou autre appropriée ait été assurée, de personnes, de familles ou de communautés de leurs foyers ou des terres qu'elles occupent.
2. Outre les expulsions forcées, le droit international interdit de faire coercition sur des personnes civiles pour que celles-ci quittent un lieu. Les évictions forcées qui correspondent à la fois à un déplacement forcé secondaire (ce qui soulèvent des problématiques de protection et risques supplémentaires) ainsi qu'un déplacement arbitraire²¹ sont interdites. Dans ce cas, il ne s'agit pas d'un déplacement causé par un désastre naturel mais d'un déplacement à l'initiative de l'être humain et à ce titre, illégal.
3. Le caractère forcé d'un déplacement peut notamment découler du fait que des individus n'ont pas **un choix libre et véritable de rester sur un territoire/lieu où ils se trouvent**. Il peut s'agir de menaces ou de l'usage de la force, la peur de la violence, détention illégale. Cependant, même dans les cas où les personnes déplacées ont manifesté le souhait ou même demandé à être déplacées, ceci ne signifie pas automatiquement que leur choix est libre et véritable. Il importe de tenir compte des circonstances ambiantes et de la situation existante et en particulier du degré de vulnérabilité des personnes déplacées lorsque l'on essaie d'évaluer si ces personnes déplacées ont vraiment un choix libre et véritable et à terme, s'il s'agit d'un déplacement illégal ou non. Par exemple, l'offre d'une prime monétaire, pourrait dans certains cas être considérée comme une tentative de coercition, en particulier lorsque cette offre n'entre pas dans le cadre de propositions de solutions alternatives conformes aux standards internationaux.
4. Haïti devrait se conformer aux Principes directeurs des Nations Unies relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays et notamment aux principes suivants:
 - Avant de décider de tout déplacement, les autorités concernées sont tenues d'explorer toutes les alternatives viables afin d'éviter le déplacement.
 - Les autorités qui procèdent à un tel déplacement de population veillent, dans toute la mesure possible, à ce que les personnes déplacées soient convenablement logées, que le processus de déplacement se fasse dans des conditions satisfaisantes sur le plan de la sécurité, de

¹⁹ Arrêté déclaratif d'utilité publique, Moniteur, 22 mars 2010

²⁰ Le Moniteur, 19 avril 2010, Loi portant amendement de la loi sur l'état d'urgence du 9 septembre 2008

²¹ Droit d'être protégé contre le déplacement arbitraire : principe 6 des Principes Directeurs

l'alimentation, de la santé et de l'hygiène et que les membres d'une même famille ne soient pas séparés.

- Lorsque le déplacement a lieu dans d'autres circonstances que la phase d'urgence d'une catastrophe, les garanties suivantes doivent être observées: a) Toute décision sera prise par l'autorité étatique habilitée par la loi; b) Les dispositions nécessaires seront prises pour que les personnes déplacées soient pleinement informées des raisons et des modalités de leur déplacement et, le cas échéant, des mesures d'indemnisation et de relocalisation; c) le consentement libre et en connaissance de cause des personnes déplacées sera recherché; d) Les autorités compétentes s'efforceront d'associer les personnes concernées, en particulier les femmes ainsi que des groupes vulnérables tels que les personnes âgées et les personnes handicapées, à la planification et à la gestion de leur relocalisation; e) Des mesures de maintien de l'ordre seront, au besoin, prises par les autorités judiciaires compétentes; et f) tous les PDI ont un droit à un recours utile, y compris à un réexamen des décisions prises par les autorités judiciaires compétentes (y compris lorsqu'il s'agit d'une décision d'expulsion).

- Il ne peut être procédé à aucune expulsion qui porterait atteinte aux droits à la vie, à la dignité, à la liberté et à la sécurité des personnes affectées. Aussi, la sécurité individuelle des PDI ainsi que celle de leurs effets personnels, doit être assurée.

5. Eléments d'orientation dans le cadre du rôle de médiateur

A) Ce qui est recommandé :

- Aider les deux parties à identifier les problématiques les plus importantes.
- Diminuer les problèmes de communication entre les PDI et le propriétaire en définissant les règles de base pour une communication ouverte (voir annexe 5 sur les techniques de négociation pour des idées).
- Clarifier la position des parties sur les problématiques les plus importantes en les encourageant à exprimer ce qu'elles veulent et ce qu'elles souhaitent véritablement.
- Appuyer les deux parties à identifier d'autres alternatives.
- Aider les deux parties à rechercher un accord volontaire en vue de résoudre la menace d'expulsion forcée.
- Maintenir son impartialité tout au long de la médiation.
- Promouvoir le respect mutuel entre les PDIs et le propriétaire. Une manière de faire cela, sera d'identifier avec les parties les droits de chacun.
- Encourager les participants à se montrer collaboratifs.
- Clarifier ou éclaircir les malentendus entre le propriétaire, les PDIs, le mandat des ONG impliquées.
- Sensibiliser/humaniser sur les besoins/intérêts des groupes vulnérables (enfants, personnes handicapées, etc.) qui seront affectés par les conséquences d'une expulsion et qui ne sont peut-être pas représentés au cours de la médiation.
- Inviter les autorités locales dans la négociation tout en montrant aux propriétaires les moyens disponibles pour un retour des populations vers leur lieu d'origine dans le cadre de la mise en œuvre d'une stratégie compréhensive de retour et de reconstruction.

B) Ce qu'il faut éviter de faire:

- Intentionnellement altérer la version des faits rapportés ou des positions de chacun au cours de la médiation.

ANNEXE 7 :

Messages de plaidoyer contre les expulsions forcées

Objectif: *interpeller les acteurs clés ayant le pouvoir de modifier le climat ambiant ou de prévenir les expulsions forcées. Ces messages devraient être utilisés comme moyen de plaidoyer par tous les acteurs humanitaires à tous les niveaux le plus tôt possible.*

MESSAGE 1 :

La volonté manifestée par les autorités nationales nouvellement élues de travailler avec la communauté et de préparer une stratégie initiale pour la fermeture de six camps conformément aux normes internationales est un développement positif. Ceci étant, il importe d'initier une stratégie plus large qui permettra de résoudre la situation des personnes déplacées dans tous les camps. Dans l'intervalle et comme l'a rappelé la Rapporteuse Spéciale sur le droit au logement convenable lors de son passage en juin 2011 en Haïti, « l'expulsion de personnes sans fournir un logement de remplacement convenable est une violation du droit international des droits humains »

Résumé:

Les autorités haïtiennes nouvellement élues ont à relever un défi de taille en ce qui concerne le développement de solutions durables pour les personnes qui se trouvent encore dans les camps. Les autorités municipales doivent pour leur part faire face à des demandes concurrentes de fermeture des camps occupant des terres privées ou obstruant des écoles, espaces publics, etc, soutenir les populations dans les camps et lutter contre la criminalité.

Toutefois, la fermeture d'un camp ne peut se faire à n'importe quel prix ; au contraire elle doit être réalisée dans le respect du droit international ; ce qui exclut le recours aux expulsions forcées. L'expulsion forcée s'entend de « l'éviction permanente ou temporaire, contre leur volonté et sans qu'une protection juridique ou autre appropriée ait été assurée, de personnes, de familles ou de communautés de leurs foyers ou des terres qu'elles occupent. ». Compte tenu de leur vulnérabilité inhérente, les personnes déplacées internes ont droit à une protection spéciale dans le cadre du droit international. Tous les efforts possibles doivent être entrepris afin d'appuyer la résolution des conflits entre les familles déplacées, les propriétaires et les autorités locales.

La communauté humanitaire est préoccupée par les risques croissants auxquels les familles déplacées seront exposées si les expulsions continuent. Les risques incluent des conflits et une instabilité accrue, des déplacements multiples et continus (favorisant des stratégies de « squat » supplémentaires) et une vulnérabilité accrue des enfants, femmes et des personnes âgées, des personnes handicapées et autres groupes vulnérables.

Les circonstances dans lesquelles les expulsions sont légalement autorisées sont très limitées, et même dans ces cas, le Gouvernement est tenu de fournir alternativement un lieu de vie conforme aux standards internationaux et de garantir le respect des procédures régulières et mesures de protection telles que la consultation et la notification préalable de l'expulsion dans un délai raisonnable.

Justification:

- ⇒ L'Etat à l'obligation légale de respecter, protéger et de réaliser le droit à un logement convenable, et par voie de conséquence de ne pas soutenir, tolérer ou procéder à des expulsions forcées.
- ⇒ Il conviendra que la communauté internationale apporte son appui aux autorités haïtiennes dans toute entreprise visant à favoriser une fermeture des camps réalisée dans le respect du droit international ; notamment à travers un soutien accru aux autorités municipales.

⇒ Les expulsions forcées (donc expulsion sans alternatives de logement convenable) tendent à une injustice sociale accrue et sont des violations des droits de l'homme (interdiction aux immixtions arbitraires ou illégales dans la vie privée, la famille et le foyer, le droit à un niveau de vie suffisant, droits des personnes déplacées internes).

MESSAGE 2 :

La communauté internationale tient à reconnaître la générosité de nombreux propriétaires fonciers privés qui ont soutenu les personnes déplacées en raison du séisme du 12 janvier.

Résumé:

La communauté humanitaire reconnaît également le droit à la propriété privée tel que reconnu en vertu du droit international relatif aux droits de l'homme et au droit haïtien. En l'absence de reconnaissance de la générosité des propriétaires privés par les autorités nationales, les acteurs humanitaires pourraient mettre en avant le sacrifice et la générosité dont ont fait preuve bon nombre de propriétaires comme moyen de renforcer un message positif auprès des propriétaires.

Justification:

⇒ Tout en reconnaissant le droit de propriété, ce dernier n'a pas la qualité de droit absolu en vertu de la Constitution d'Haïti qui dispose dans son article 36 (3) que l'usage de la propriété ne peut être contraire à l'intérêt général.

⇒ La pertinence de ce message va varier d'une situation à une autre.

MESSAGE 3 :

Il importe que le nouveau Gouvernement définisse dans les meilleurs délais une stratégie globale offrant des solutions durables adaptées aux besoins des personnes déplacées et incluant un plan de reconstruction qui traite de la problématique des expulsions forcées et qui assure une sécurité d'occupation à la fois aux personnes déplacées du fait du séisme et aux propriétaires privés.

Résumé:

La communauté internationale déploiera tous les efforts nécessaires en vue de:

- Appuyer le Gouvernement à développer une stratégie de retour et de reconstruction qui d'une part, reflète le rôle et les besoins des propriétaires qui ont partagé leur propriété foncière avec les personnes déplacées du fait du séisme et d'autre part, qui protège les droits des personnes déplacées internes.
- Soutenir la Commission interministérielle sur le Logement soit à mettre en place soit à agir comme l'interlocuteur principal sur les problématiques des expulsions forcées et de l'usage de la propriété privée.
- Encourager le Gouvernement d'Haïti à identifier et mettre à disposition des terrains pour des projets de logement répondant aux besoins des familles sans abri adéquat, et qui sont conformes aux minimas internationaux en matière de standards relatifs au logement convenable.
- Travailler avec les autorités municipales et le Gouvernement d'Haïti pour développer et communiquer un calendrier clair, conformément au droit haïtien et aux directives internationales, pour le retour des personnes déplacées internes dans leur quartiers d'origine ou – si cela n'est pas possible – leur relocalisation, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de reconstruction et de retour.

Justification:

⇒ Développer et mettre en œuvre une stratégie de retour aura un impact sur l'évolution des expulsions forcées, avec potentiellement un effet de frein et fournissant à la fois aux propriétaires et aux personnes déplacées internes des informations sur les projets futurs pour la reconstruction et le retour.

Plaidoyers et justifications supplémentaires par la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme

La Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme a demandé à l'Etat Haïtien de prendre les mesures suivantes sur la question des expulsions forcées dans les camps de personnes déplacées en se fondant sur les obligations d'Haïti découlant de la ratification de la Convention Américaine des Droits de l'Homme:

- (1) Adopter un moratoire sur les expulsions des camps jusqu'à ce que le nouveau Gouvernement entre en fonction;
- (2) S'assurer que les personnes expulsées illégalement soient relogées dans des logements conformes aux standards de sécurité minimums;
- (3) Garantir l'accès des personnes déplacées internes aux recours efficaces auprès des juridictions ou de toute autre autorité compétente;
- (4) Mettre en œuvre les mesures effectives de sécurité en vue de préserver l'intégrité physique des résidents des camps, garantir une protection spéciale aux femmes et enfants;
- (5) former le personnel de sécurité sur les droits des personnes déplacées, en particulier sur le droit de ne pas être expulsé de force; et
- (6) assurer l'accès des agences de coopération internationale dans les camps de personnes déplacées.²²

²² Lettre de la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme adressée à l'Etat d'Haïti, concernant les Expulsions Forcées dans 5 camps de Personnes Déplacées Internes, Mesures de Précautions No. MC-367-10, Nov. 16, 2010.



ANNEXE 8a : Questionnaire d'Enregistrement Phase II (créole)

KOTE OU RETE KOUNYE A

KOMIN	SEKSYON KOMINAL	SIT IDP / KAN	ZON	BLOK	TANT	SSID

IDANTIFIKASYON E KONTAK

Nimewo Seri SN Faz 1	Nimewo Seri SN Faz 2	Nimewo telefòn 1	Nimewo telefòn 2	Kantite moun nan fanmi #
___/___/___/___/___/___	___/___/___/___/___/___			

LIS MANM FANMI A

#	Non	Siyati	Seks	Laj	Rel	lekòl	BE	Travay	Okipasyon
1								W N	
2								W N	
3								W N	
4								W N	
5								W N	
6								W N	
7								W N	
8								W N	

Seks: G - gason; F - fanm

Relasyon: CF – Chèf fanmi; K - Konjwen (Mari, Madanm); TF – Timoun fanmi/Timoun konjwen; L – Lòt Fanmi; PNF – Pa nan fanmi;

Lekòl (lekòl, edikasyon fòmèl): 1 – Pa lekòl; 2 elemantè (Premye a Setyèm ane); 3 Premye Sik (7èm Ane-9èm Ane); 4 Dezyèm Sik (10èm Ane-Filo); 5 Inivèsite / Si moun nan prale lekòl kounye a, ekri A avèk kòd lekòl la. **Egzanp: Si se elemantè (A 2)**

Bezwen Espesyal (BE): TSM – Timoun san moun avè'l; GV – Granmoun vilnerab; FA -Fanm Ansent/Fanm kap bay tete; MPS – Manman/Papa selibatè; MS – Malad Souvan/Maladi kwonik;

MA – Moun Andikape; PS – Pwoblèm mantal/pwoblèm emosyonèl; L – Lòt

Travay: Si moun nan ap travay pou yon sale oswa an nati (minimum yon jou pandan semèn ki sot pase a)

Okipasyon: Ekri okipasyon egzak (elektrisyen, chofè kamyon, pwofesè....)

Si moun nan ap travay (W), mete okipasyon li genyen kounye a. Si moun nan pap travay, mete okipasyon/metye moun nan te aprann.

DOKIMAN:

Tip Dokiman Fanmi: 1. CIN 2. PP 3. NIF 4. No Dokiman	
CIN: ____ - ____ - ____ - ____ - ____ - ____ - ____ - ____	NIF: ____ - ____ - ____ - ____ - ____ - ____ - ____ - ____

ADRÈS AVAN TRANBLEMAN TÈ A

KOMIN	SEKSYON KOMINAL	Adres orijinal – Non ri	Nimewo kay	Katye

RANN KONT DEPLASMAN AN

Ki lè ou menm ak Mwa: fanmi ou rive sou sit sa/kan sa?	Eske se premye kote sa ou te ale aprè tranbleman tè a ?	1. WI	2. NON
--	--	-------	--------

Si NON, Ki denye kote ou te ye anvan ou te vini sou sit sa /kan sa?

1. Mwen te nan MENM VIL la, men: 1.1 Lòt kan nan vil la 1.2 Nan Katye mwen 1.3 Avek yon fanmi	Komin:	Katye/vilaj/ri:
2. Mwen te nan yon LÒT VIL/zòn/PWOVENS 2.1 Nan Kan 2.2 Nan Katye 2.3 Avek yon fanmi	Non sit / kan (si fanmi a te sou yon kan yo konnen)	

ENTANSYON

Eske ou gen entansyon retounen kote ou te rete anvan? 1. WI 2. NON	Nan ki Komin ou gen entansyon ale ?:	Ki kote (sit/kan oswa katye/vilaj)
Si NON, ki kote ou gen entansyon ale? 1. Lot kan / Kan ki òganize 2. Avèk yon fanmi 3. Rete kote mwen ye a 4. Pwovens		

LOJMAN / PWOPRIYETÈ

Lojman / Pwopriyetè estati (Kote fanmi ou t ap viv anvan twanbleman tè a)	1. Pwopriyetè – Domaje, li ka repare 2. Pwopriyetè - Domaje, paka repare	3. Lokatè 4. Pa Konnen
--	---	---------------------------

ESTATI DOMAJ MTPTC

Nan ki kategori MTPTC klase kay ou a?	1. VÈT 2. JÒN 3. WOUJ 4. PA KONNEN
---------------------------------------	---

ESTATI PWOPRIYETÈ KAY

Eske ou se pwopriyetè kay kote ou te rete a?	1. Wi 2. Non	Si Wi , Depi kilè? dat /_/_/_/_/_/_/_/_/_/_ jou / mwa / ane
Si wi , kijan ou fè genyen kay sa?	1. Achte 2. Eritye l 3. Bati l	
Si ou te achte kay la, nan men kiyès ou te achte li ?	Siyati	Non

Si non , eske ou te lwe kay la ?	1. Wi 2. Non	Si wi , Depi kilè ? Dat /_/_/_/_/_/_/_/_/_/_ jou / mwa / ane
Si wi , koman mèt kay la rele ?	Siyati	Non

Si Non , eske ou te rete nan kay la avèk pèmasyon mèt kay la?	1. Wi 2. Non	Wi oswa Non , Depi Kilè? dat /_/_/_/_/_/_/_/_/_/_ jou / mwa / ane
Koman mèt kay la rele?	Siyati	Non

ESTATI PWOPRIYETÈ TEREN

Eske ou se pwopriyetè teren kote ou te rete a?	1. Wi 2. Non	Si wi , Depi kilè? dat /_/_/_/_/_/_/_/_/_/_ jou / mwa / ane
Si Wi , ki jan ou fè genyen tè sa?	1. Achte l 2. Eritye l 3. Lòt:	
Si ou achte teren an, nan men kiyès ou achte l?	Sinyati	Prenon

Si non , eske ou te lwe teren an ?	1. Wi	2. Non	Si wi , Depi kilè ? <i>Dat</i>	<i>/ / / / / / / /</i> <i>jou / mwa / ane</i>
Si wi , ki kalite kontra lokasyon ou te genyen ?	1. Lwaye senp 2. lwaye pou achte			
Koman mèt teren an rele?	Siyati Non			
Si non , eske ou te itilize teren an avèk pèmasyon pwopriyete a?	1. Wi	2. Non	Wi oswa Non , Depi kilè? <i>dat</i>	<i>/ / / / / / / /</i> <i>jou / mwa / ane</i>
Kijan mèt teren a rele?	Siyati Non			



ANNEXE 8b : Questionnaire d'Enregistrement Phase II (anglais)

CURRENT LOCATION

COMMUNE	SECT. COMMUNAL	IDP SITE/CAMP	ZONE	BLOCK	TENT	SSID

IDENTIFICATION AND CONTACT

Serial Number SN Phase 1	Serial Number SN Phase 2	Phone Number 1	Phone Number 2	Fam. Mem. #
____/____/____/____/____/____	____/____/____/____/____/____			

LIST OF FAMILY MEMBERS

#	Name	Surname	Sex	Age	Rel	Sch I	SN	Working	Occupation
1								Y N	
2								Y N	
3								Y N	
4								Y N	
5								Y N	
6								Y N	
7								Y N	
8								Y N	

Sex: M - male; F - female

Relationship: H - Head of the household; S - Spouse (wife or husband); C - Child of HoH/Spouse; R - Other relative; N - Non relative;

Sch (school, formal education): 1 - No school; 2 elementary (12 to 7 grade); 3 High school junior; 4 High school senior; 5 University/If person is currently attending school write A - and school code. **Ex. If elementary (A 2)**

Special Needs: UC - Unaccompanied Minor; VOP - Elderly; PW - Pregnant or Lactating Woman; SHH - Single-headed household; CI - Chronically ill;

PWD - Person with physical disability; PMD - Person with mental disability; O - Others

Work: If person is working for salary or in kind (at least one day during last week)

Occupation: Write the occupation precisely (electrician, truck driver, teacher.....)

If person is working (Y) than occupation he is currently doing. If person is not working than occupation he is trained for)

DOCUMENTATION:

Document type HHs: 1. CIN 2. PP 3. NIF 4. No Document

CIN: ____ - ____ - ____ - ____ - ____ - ____	NIF: ____ - ____ - ____ - ____ - ____
--	---------------------------------------

ADDRESS OF ORIGIN BEFORE THE EARTHQUAKE

COMMUNE	SECTION COMMUNAL	Address Origin - Street Name	House No.#	Neighborhood Name

DISPLACEMENT HISTORY

When did you and your family arrive in this site/camp?	Month:	Is this the first place you came after the earthquake?	1. Yes	2. No
--	--------	--	--------	-------

If NO, what is the last location you have been before coming here?

1. I was in the SAME TOWN, but: 1.1 Other camp in the town 1.2 In my neighborhood 1.3 With Host family	Commune: _____ Neighborhood/village/street: _____
2. I was in the OTHER TOWN/area/PROVINCE 2.1 In camp 2.2 In neighborhood 2.3 With Host family	Name of the site / camp (if family was in known camp) _____

INTENTION

Intend to return to location of origin? 1. YES 2. NO	Commune Intention	Location (site/camp or neighborhood/village)
If NO where do you intend to go? 1. Other Camp / Planned site 2. Host family 3. Remain where I am 4. Provinces		

HOUSING / OWNERSHIP

Housing / Ownership Status (place where family lived before earthquake)	1. Owner – Damaged can be repaired 3. Tenant 2. Owner - Damaged, cannot be repaired 4. Don't know
--	--

DAMAGE STATUS

House/place where you used to live before the earthquake is classified by MTPTC	1. GREEN 2. YELLOW 3. RED 4. DO NOT KNOW
---	---

STATUS OF HOUSE OWNERSHIP

Do you own your house in the place of origin?	1. Yes 2. No	If Yes, Since when? date <u> </u> / <u> </u> / <u> </u> dd/ mm/ yy/
If Yes, how did you acquire the house?	1. Bought it 2. Inherited 3. Built it	
If you bought the house, who did you buy it from?	Surname Name	

If No, did you rent the house?	1. Yes 2. No	If Yes, Since when? date <u> </u> / <u> </u> / <u> </u> dd/ mm/ yy/
If Yes, what was the landlord's name?	Surname Name	

If No, did you occupy the house with permission of the owner?	1. Yes 2. No	Yes or No, Since when? date <u> </u> / <u> </u> / <u> </u> dd/ mm/ yy/
What was the name of the owner?	Surname Name	

STATUS OF LAND OWNERSHIP

Do you own land in the place of origin?	1. Yes 2. No	If Yes, Since when? date <u> </u> / <u> </u> / <u> </u> dd/ mm/ yy/
If Yes, how did you acquire the land?	1. Bought it 2. Inherited 3. Other:	
If you bought the land, who did you buy it from?	Surname Name	

If No , did you rent the land?	1. Yes	2. No	If Yes , Since when? <i>date</i>	<i>/__ /__ /__ /__ /__ /__ /</i> <i>dd/ mm/ yy/</i>
If Yes , what type of rental agreement did you have?	1. simple rent	2. rent to buy		
What was the landlord's name?	Surname Name			
If No , did you use the land with permission of the owner?	1. Yes	2. No	Yes or No , Since when? <i>date</i>	<i>/__ /__ /__ /__ /__ /__ /</i> <i>dd / mm / yy/</i>
Who was the owner?	Surname Name			

ANNEXE 9 : Catégories de personnes déplacées internes « vulnérables »

Cette liste de catégories de personnes avec des besoins spécifiques sert de référence pour les enquêtes d'intention de retour auprès des personnes déplacées internes résidant dans les camps.

Enfant / adolescent = individu âgé de moins de 18 ans

Personne âgée = individu âgé de plus de 60 ans

NB: Il faut toujours garder à l'esprit que certaines personnes peuvent présenter des besoins spécifiques de différentes catégories listées ci-dessous, comme par exemple, un homme seul vivant avec un handicap physique et avec famille à charge.

CODE		CATEGORY DE PERSONNES AVEC DES BESOINS SPECIFIQUES
1	1a	Adolescente enceinte → préciser le mois
	1b	Adolescente allaitante → préciser le nombre de nourrissons
2	2a	Femme enceinte → préciser le mois
	2b	Femme allaitante → préciser le nombre de nourrissons
3	3a	Enfant séparé ou non accompagné → préciser l'âge
	3b	Enfant(s) sans papiers d'identité /acte de naissance → préciser nombre
	3c	Enfant(s) non scolarise(s) → préciser le nombre
4	4a	Femme seule avec famille à charge → préciser l'âge
	4b	Homme seul avec famille à charge → préciser l'âge
5		Personne âgée seule (sans aucune famille ou soutien ou laissée à l'abandon)
6	6a	Personne(s) vivant avec un handicap physique
	6b	Personne(s) vivant avec un handicap sensoriel (ex : vue)
	6c	Personnes vivant avec un handicap intellectuel
7		Personnes vivant avec une maladie grave / chronique → préciser

ANNEXE 10 :

Modèle de formulaire de suivi de la situation des personnes déplacées suite à une expulsion : choisir les questions applicables

INSTRUCTIONS

N'écrivez pas dans cette partie

Cette fiche doit être remplie par l'enquêteur/trice avec la participation de parents (chefs de famille : le père ou la mère) ayant résidé dans des camps de transition anciennement supportés par _____.
 En aucun cas, ce questionnaire ne peut être administré à des mineurs ou à plusieurs personnes issues de la même famille.

0.0a – Numérotation du Questionnaire:

____ - ____

0.0b – Date de l'entrevue:

____ / ____ / ____
 jour mois année

SECTION 0: IDENTIFICATION				
0.1	Département : _____	N'écrivez pas dans cette partie		
0.2	Commune : _____			
0.3	Zone d'évaluation : _____			
0.4	Nom de l'enquêteur _____			
0.5	Nom du Superviseur _____			
A. Données Démographiques et socio-économiques				
A1	Chef de famille : Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Sexe : F <input type="checkbox"/> G <input type="checkbox"/>	Age : ____	Statut matrimonial : Célibataire <input type="checkbox"/> Marié <input type="checkbox"/> Placé <input type="checkbox"/> Divorcé <input type="checkbox"/> Veuf <input type="checkbox"/> Séparé <input type="checkbox"/>
A2	Adresse actuelle : zone urbaine <input type="checkbox"/> Périphérie <input type="checkbox"/> Zone rurale <input type="checkbox"/>	Statut par rapport au logement actuel: Propriétaire <input type="checkbox"/> Locataire <input type="checkbox"/> Hébergé <input type="checkbox"/>		Statut par rapport au logement avant le 12 janvier 2010: Propriétaire <input type="checkbox"/> Locataire <input type="checkbox"/> Hébergé <input type="checkbox"/>
A3	Niveau d'instruction : Aucun <input type="checkbox"/> Préscolaire <input type="checkbox"/> Primaire <input type="checkbox"/> secondaire <input type="checkbox"/> Universitaire <input type="checkbox"/>		Profession : _____	
A4	Nombre de membres de la famille dans le ménage : 1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/> 5 <input type="checkbox"/> 6 ou plus <input type="checkbox"/> (préciser le nombre) _____ <u>Commentaires, si nécessaire :</u>		Nombre d'enfants biologiques : 1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/> 5 <input type="checkbox"/> 6 ou plus <input type="checkbox"/> (préciser le nombre) _____ <u>Commentaires, si nécessaire :</u>	
A5	Revenu mensuel : Moins de 2,500 gourdes <input type="checkbox"/> 2,500 à 3,699 gourdes <input type="checkbox"/> 3,700 à 7,499 gourdes <input type="checkbox"/> 7,500 à 9,999 gourdes <input type="checkbox"/> 10,000 à 14,999			

64

65

	a-t-elle été évaluée après le séisme? Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> N/A <input type="checkbox"/>	cette maison? Vert <input type="checkbox"/> Orange / Jaune <input type="checkbox"/> Rouge <input type="checkbox"/> N/A <input type="checkbox"/>	
E2	Avez-vous reçu le kit de transition de _____ lorsque vous deviez quitter le camp ? Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Commentaires si nécessaire :	Décrivez s'il vous plaît le contenu du paquet que vous aviez reçu.	
E3	Dites laquelle des 2 déclarations suivantes est plus proche de votre point de vue : I) les kits de transition ont contenu les articles qui étaient appropriés à ma situation et m'ont aidé dans mes besoins vraie/acceptable <input type="checkbox"/> quelque peu vraie/acceptable <input type="checkbox"/> II) les kits de transition ont contenu des articles inadéquats / inappropriés/inopportuns pour ma situation. vraie/acceptable <input type="checkbox"/> quelque peu vraie/acceptable <input type="checkbox"/>	A votre avis, quels articles pensez-vous qu'un bon kit de transition devrait contenir ?	
E4	Dites laquelle des 2 déclarations suivantes est plus proche de votre point de vue : I) les kits de transition m'ont aidé à déménager après l'expulsion. vraie/acceptable <input type="checkbox"/> quelque peu vraie/acceptable <input type="checkbox"/> II) les kits de transition ne m'ont pas aidé à déménager après l'expulsion vraie/acceptable <input type="checkbox"/> quelque peu vraie/acceptable <input type="checkbox"/>	Qu'avez-vous fait avec le kit de transition que vous avez reçu ? J'ai tout utilisé <input type="checkbox"/> J'ai tout vendu <input type="checkbox"/> J'ai tout conservé <input type="checkbox"/> J'en ai utilisé la plus grande partie et en ai vendu une petite partie <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> <u>Si autre, spécifiez :</u>	Dans le cas échéant, précisez quel articles vous avez vendu :
E5	Si vous avez vendu certains des articles, avez-vous utilisé l'argent pour l'une des choses suivantes ? Logement <input type="checkbox"/> Nourriture <input type="checkbox"/> Frais scolaires <input type="checkbox"/> Vêtements <input type="checkbox"/> Paiement de dettes <input type="checkbox"/> Argent envoyé aux membres de la famille <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> <u>Si autre, spécifiez :</u>		
F. Relocalisation (si applicable)			
F1	Dites laquelle des 2 déclarations suivantes est plus proche de votre point de vue : I) Ma situation complète s'est améliorée depuis que j'ai quitté le camp vraie/acceptable <input type="checkbox"/> quelque peu vraie/acceptable <input type="checkbox"/> II) Ma situation complète s'est détériorée depuis que j'ai quitté le camp. vraie/acceptable <input type="checkbox"/> quelque peu vraie/acceptable <input type="checkbox"/>	Nombre d'enfants de votre maison ayant stoppé leur scolarité depuis que vous êtes partis du camp ? 0 <input type="checkbox"/> 1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/> 5 <input type="checkbox"/> 6 ou plus <input type="checkbox"/>	L'accueil de la communauté où vous vivez actuellement était : Amical <input type="checkbox"/> Indifférent <input type="checkbox"/> Stigmatisant <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> <u>Si autre, spécifiez :</u>
F2	Quel est votre principal défi/problème depuis que vous aviez quitté le camp, (s'il vous plaît choisissez une seule option) ?	A votre avis, quels organismes/entités ont la responsabilité principale de vous aider à résoudre votre problème : Protection Civile haïtienne <input type="checkbox"/> Police nationale haïtienne <input type="checkbox"/> Nations unies <input type="checkbox"/> Organisations religieuses / églises <input type="checkbox"/> ONG <input type="checkbox"/>	

		haïtiennes <input type="checkbox"/> Croix-Rouge <input type="checkbox"/> ONG internationales : <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> <u>Si autre, spécifiez :</u>
F3	Ce qui était mieux lorsque vous étiez dans le camp de transition supportés par World Vision au niveau: Logement : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Loisir : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Entretiens de la famille : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Sécurité : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Santé : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Education des enfants : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Economique : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	Ce qui devient mieux depuis que vous aviez quitté le camp au niveau: Logement : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Loisir : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Entretiens de la famille : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Sécurité : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Santé : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Education des enfants : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Economique : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
F4	Ce qui vous faisait défaut lorsque vous étiez dans le camp de transition supportés par World Vision au niveau: Logement : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Loisir : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Entretiens de la famille : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Sécurité : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Santé : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Education des enfants : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Economique : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	Ce qui a empiré depuis que vous aviez quitté le camp au niveau : Logement : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Loisir : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Entretiens de la famille : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Sécurité : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Santé : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Education des enfants : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Economique : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Remarques/Commentaires :		

ANNEXE 11 : Constataction officielle de site vide

Par le présent document, nous attestons que le camp ci-dessous détaillé, est aujourd'hui vidé grâce à un effort conjoint de la communauté internationale et les autorités haïtiennes.

Nom du camp : _____ SSID : _____ Coordonnées GPS : _____
Adresse : _____ Commune : _____
Section Communale (et habitation si disponible) : _____ Espace estimé du terrain (en m2) : _____

A la date du raccompagnement volontaire des familles, un total de familles (..... individus) ont accepté de laisser les habitations temporaires installées sur le camp et de s'installer sur le terrain qui leur était disponible. Une liste nominative des chefs de famille est disponible auprès du CCCM et de la DPG de la commune.

Les infrastructures :

- WASH (latrines, poubelles, douches, lave-mains, point-d'eau) ont été enlevées le par (qui les avait mis à disposition des familles déplacées)
- médicales (cliniques, ORP) ont été enlevées le par (qui les avait mis à disposition des familles déplacées)
- autres : ont été enlevées le par (qui les avait mis à disposition des familles déplacées)

Le terrain a été remis en état le par (facultatif)

Conjointement, nous attestons par le présent document, la fermeture officielle du site

Le Propriétaire du terrain :

- Propriétaire # 1 :
- Propriétaire # 2 :
- Propriétaire # 3 :

La Mairie de

Représentée par:.....

La DPC de

Représentée par:.....

Le CCCM :

Représenté par:.....

Fait à, le

(Réalisé en exemplaires)